

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE DE LA  
CONFORMITE DE LA PASSATION DES  
MARCHES DE LA SOCIETE D'AMENAGEMENT  
ET D'EXPLOITATION DES TERRES DU DELTA  
DU FLEUVE SENEGAL, DES TERRES DE LA  
VALLEE DU FLEUVE SENEGAL ET DE LA  
FALEME (SAED)**

**AU TITRE DE LA GESTION 2014**

**GROUPE 5**

**RAPPORT DEFINIF**

**AOÛT 2015**

**ABREVIATIONS ET ACRONYMES**

<b>PRINCIPALES ABREVIATIONS ET/OU ACRONYMES</b>	<b>APPELATIONS COMPLETES/DETAILS</b>
<b>AC</b>	Autorité Contractante
<b>AGEROUTE</b>	Agence des Travaux et de Gestion des Routes
<b>AGPM</b>	Avis Général de Passation des Marchés
<b>AOO</b>	Appels d’Offre Ouvert
<b>AOR</b>	Appel d’Offre Restreint
<b>ARMP</b>	Autorité de Régulation des Marchés Publics
<b>BL</b>	Bordereau de Livraison
<b>CM</b>	Commission des Marchés
<b>CMP</b>	Code des Marchés Publics
<b>CNCA</b>	Commission Nationale des Contrats de l’Administration
<b>COA</b>	Code des Obligations de l’Administration
<b>CPM</b>	Cellule de Passation des Marchés
<b>DAC</b>	Dossier d’Appel à la Concurrence
<b>DAO</b>	Dossier d’Appel d’Offres
<b>DCMP</b>	Direction Centrale des Marchés Publics
<b>DRP</b>	Demande de Renseignements et de Prix
<b>ED</b>	Entente Directe
<b>MO</b>	Maître d’Ouvrage
<b>MOD</b>	Maître d’Ouvrage Délégué
<b>N/A</b>	Non applicable
<b>PI</b>	Prestation Intellectuelle
<b>PPM</b>	Plan de Passation des Marchés
<b>PRM</b>	Personne Responsable des Marchés
<b>PV</b>	Procès verbal
<b>PVO</b>	Procès verbal d’ouverture des plis
<b>SA</b>	Société Anonyme
<b>SIGFIP</b>	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
<b>SN</b>	Société Nationale
<b>SPM</b>	Spécialiste en Passation des Marchés
<b>TTC</b>	Toutes Taxes Comprises
<b>UEMOA</b>	Union Economique Monétaire Ouest Africaine

## SOMMAIRE

<u>Titres</u>	<u>N° de pages</u>
OPINION DE L'AUDITEUR	4
1. DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES	6
2. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	12
3. PRESENTATION DE L'AUTORITE CONTRACTANTE	17
4. SYNTHESE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE	21
5. REVUE DE L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE / CONSTATS ET RECOMMANDATIONS DETAILLES	23
6. SYNTHESE DES CONSTATS A L'ISSUE DE LA REVUE DES MARCHES	26
7. REVUE DETAILLEE DES MARCHES / CONSTATS DETAILLES	28
8. SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS	57
9. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES	60
10. STATISTIQUES DES ANOMALIES	62

### ANNEXES

**OPINION DE L'AUDITEUR**

**Messieurs,**

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons procédé à une revue de la conformité de la passation des marchés par la SOCIETE D'AMENAGEMENT ET D'EXPLOITATION DES TERRES DU DELTA DU FLEUVE SENEGAL, DES TERRES DE LA VALLEE DU FLEUVE SENEGAL ET DE LA FALEME (SAED).

Cette revue a été effectuée selon la méthodologie décrite dans les développements qui suivent par référence aux dispositions du Code des Marchés, complété par le Décret n°2007-546 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et par le Décret n° 2007-547 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Il a été également pris en compte les dispositions des arrêtés et circulaires portant application de ces décrets.

La mission a porté sur la revue de l'organisation institutionnelle de la SAED : la revue détaillée d'échantillons de marchés passés au titre de la gestion 2014 par la SAED et qui se chiffrent à F. CFA **14.639.729.896** soit **68 %** des marchés passés en 2014.

**Constats à l'issue de nos travaux :**

**1- Au plan institutionnel :**

- Exigüité des locaux de la CPM ne permettant pas d'assurer un correct archivage des documents de passation des marchés ; documents non centralisés au niveau de la CPM ;
- Non contrôle par le Service d'Audit Interne des procédures de passation des marchés ;
- Non actualisation du Manuel des Procédures élaboré en 2008.

**2- Au plan de la Passation des marchés :**

- Non application, sur certains marchés, des pénalités de retard ;
- Non formalisation, par des actes écrits, des commissions de réception ;
- Non publication des résultats des DRP sur le site des marchés publics ;
- Existence de cas de fractionnement de marché sur les acquisitions par demandes de cotation ; mais les marchés concernés ne sont pas d'un montant significatif.

.../...

**Conclusion de l'auditeur :**

Les performances de la SAED au titre de la gestion 2014 peuvent, de manière globale, être notées comme satisfaisantes.

Cependant, la SAED doit s'atteler à résoudre les manquements et dysfonctionnements constatés ci-avant au plan institutionnel et au plan des procédures de passation des marchés.

Fait à Dakar, le 17 Août 2015

**Le Représentant du Groupement  
Cabinet J. MONTEIL & Cie / M. BARRY**



Mamadou BARRY  
Expert comptable - Auditeur  
Membre de l'ONECCA

# **1.DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES**

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

### 1.1 Cadre institutionnel et réglementaire

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- ✚ **Directive 4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005** portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- ✚ **Directive 5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005** portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- ✚ **Loi organique 2011-15 du 08 Juillet 2011** relative aux lois de Finances, en application de la directive 06/2009/CM/UEMOA du 26 Juin 2009 ;
- ✚ **Loi 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965** portant Code des Obligations de l'Administration ;
- ✚ **Loi 2003-101 du 13 Mars 2003** portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- ✚ **Loi 90-07 du 26 juin 1990** relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- ✚ **Loi n° 2013-10 du 28 décembre 2013** portant code des collectivités locales;
- ✚ **Loi 2009-20 du 04 Mai 2009** portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- ✚ **Décret 2009-522** portant organisation et fonctionnement des agences d'exécution ;
- ✚ **Décret 2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret 81-844 du 20 Aout 1981** relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- ✚ **Décret 2005-576 du 22 Juin 2005** portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
- ✚ **Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011** portant Code des Marchés Publics;
- ✚ **Décret 2007-546 du 25 Avril 2007 modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010** portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP), ;
- ✚ **Décret 2007-547 du 25 Avril 2007** portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;

- + **Décision 0001/CRMP du 06 Mars 2008** fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.
- + **Arrêté n°12.785 du 26 décembre 2012** en application des dispositions de l'article 140.a du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés;
- + **Arrêté n°12.790 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 113 du CMP fixant les **seuils** en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission;
- + **Arrêté n°12.791 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 114 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution;
- + **Arrêté n°12.789 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 78-3-a du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures;
- + **Arrêté n°12.783 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes;
- + **Arrêté n°12.788 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 44-f du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics;
- + **Arrêté n°12.786 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions des Marchés des autorités contractantes;
- + **Arrêté n°12.787 du 26 décembre 2012** relatif aux commissions régionales des marchés publics dans les régions autres que Dakar pris en application de l'article 36 alinéa 6 du Code des Marchés publics.
- + **Un nouveau décret portant code des marchés publics, n°1212-2014 du 22 septembre 2014**, est aujourd'hui en place mais ne concerne pas le champ de l'audit.
- + De nouveaux arrêtés ont été également pris pour l'application de ce nouveau décret portant CMP.

### 1.2 Les organes charges de la passation des marchés

La passation des marchés publics est d'une certaine complexité et nécessite un suivi particulier. Aussi le décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 a-t-il mis en place une Cellule de Passation des Marchés et une Commission des Marchés, structures encadrées par les articles 35 à 40 du Code des Marchés Publics.

#### 1.2.1 La cellule de passation des marchés

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des Marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés.



Les attributions de la CPM sont définies par l'arrêté **n°12.783 du 26 décembre 2012** et portent, entre autres sur :

- L'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics,
- l'établissement, en début d'année, du plan consolidé annuel de passation des marchés publics,
- la tenue du Secrétariat de la Commission des Marchés,
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

### 1.2.2 La commission des marchés

L'arrêté **n°12.786 du 26 décembre 2012** détermine la composition des Commissions des Marchés et fixe le nombre de leurs membres.

La Commission des Marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B ou cadre moyen.

### 1.3 Les entités de régulation et de contrôle

Le décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés distingue les fonctions de contrôle de celles de régulation.

#### 1.3.1 La Direction Centrale des Marchés s Publics (DCMP)

Le contrôle a priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les décisions d'attribution selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret 2007-547 du 25 Avril 2007.

#### 1.3.2 L'autorité de Régulation Des Marchés s Publics (ARMP)

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de Régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de Règlement des Différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction Générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

### 1.4 Les seuils de passation des marchés s

Le Code des Marchés Publics, en son article 53, détermine des seuils de passation en fonction de la valeur des marchés de l'Etat, des Collectivités locales, des Sociétés nationales, des Sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale comme suit :

<b>Marchés</b>	<b><i>Etat, Collectivités Locales, Etablissements Publics</i></b>	<b><i>Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres</i></b>
travaux	25 000 000	50 000 000
services et fournitures courantes	15 000 000	30 000 000
prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (Article 78 du CMP).

### 1.5 Les modes de passation des marchés

Les différents modes de passation des marchés publics sont définis à l'article 60 du CMP :

- l'appel d'offres ouvert ;
- l'appel d'offres ouvert avec pré qualification;
- l'appel d'offres restreint ;
- l'appel d'offres en deux étapes.

La procédure dérogatoire des marchés passés par entente directe est régie par les articles 76 et 77 du CMP.

### 1.6 Les procédures de passation des marchés :

Les Autorités contractantes établissent leurs prévisions de dépenses pour la gestion à venir (budgets).

Elles établissent un **Plan de Passation des Marchés** (PPM), pour les marchés d'un certain seuil, et un **Avis Général de Passation des Marchés**, transmis à la DCMP et à publier dans les conditions fixées par le décret n° 2007-545.

Elles procèdent à des consultations, selon un des modes de passation des marchés ci-après et en respectant les modalités de publicité et d'avis préalable de la DCMP définies par le Code des Marchés :

- Appel d'Offres Ouvert (AOO),
- Appel d'Offres Restreint (AOR),
- Prestations Intellectuelles (PI),
- Demandes de Renseignements et de Prix (DRP),
- Entente Directe (ED).

### 1.7 Les procédures d'approbation des marchés :

En fonction de seuils fixés et du type d'autorité contractante (structure d'Etat, Etablissements Publics, Agences, Sociétés Nationales), les marchés sont portés à l'approbation du Premier Ministre, du Ministre, du Représentant de l'Etat ou du Conseil d'Administration de la société.

### 1.8 Les procédures d'exécution du marché :

L'exécution du marché (réception, paiement) est assurée par l'Autorité Contractante.

### 1.9 Les rapports périodiques sur les marchés :

Les **Cellules de Passation des Marchés** de chaque Autorité Contractante doivent établir, en cours d'année, des rapports trimestriels à transmettre à la DCMP.

Les **Commissions des Marchés** doivent établir, avant le 31 mars de chaque année, à l'intention de l'ARMP, un rapport annuel sur l'ensemble des marchés publics de l'année précédente.

La **Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)** publie périodiquement les statistiques relatives aux marchés publics.

L'**Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP)** rend compte, dans un Rapport Annuel, des contrôles effectués et des décisions prises à l'occasion des recours introduits auprès du Comité de Règlement des Différends.

## **2. OBJECTIFS DE LA MISSION ET METHODOLOGIE RETENUE**

### **2.1 Objectifs de la mission :**

La mission a pour objectif principal, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1<sup>er</sup> Janvier et le 31 décembre 2014, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- (i). se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
- (ii). vérifier la conformité des procédures aux principes généraux de liberté d'accès, d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le CMP ;
- (iii). fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- (iv). identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations relativement aux dispositions du CMP ;
- (v). procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- (vi). pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- (vii). dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- (viii). examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe
- (ix). examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des

recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;

(x). examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies par la réglementation en vigueur,

(xi). évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité,

(xii). Formuler des recommandations.

### 2.2 Méthodologie retenue :

Notre Cabinet a pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et a établi, dans la section ci-après, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre. L'audit est réalisé en conformité avec les TDR, et inclut les tests et les procédures d'audit ainsi que les vérifications que nous avons jugées nécessaires au regard des circonstances.

Pour atteindre les objectifs de l'audit, nous procédons à des tests et contrôles aussi fréquents qu'il sera nécessaire. De manière générale, la méthodologie retenue a été la suivante:

#### 2.2.1 Collecte préalable des données :

Au niveau de chaque autorité contractante, nous avons collecté certaines informations telles que requises par les courriers d'annonce de la mission d'audit des marchés publics, envoyés par l'ARMP aux autorités contractantes ciblées.

La collecte a concerné les documents suivants:

- La liste des partenaires financiers extérieurs
- Les actes de nomination des membres de la Cellule de Passation des marchés et de la Commission des Marchés,
- Manuel de procédures administratives et financières,
- Le budget annuel 2014 et les rapports d'exécution budgétaire,
- Les états financiers 2014,
- La balance des fournisseurs prestataires 2014,
- La situation des paiements 2014,
- Tableau des marchés et commandes 2014,
- Plan de passation des marchés et des avis généraux 2014,
- Les documents de marché (les contrats et annexes) 2014,
- Les dossiers de consultation 2014,
- Les soumissions des candidats non attributaires 2014,
- Les bons de commandes 2014,
- Les PV de réception 2014,

- Le livre des stocks 2014,
- Les fiches d'entrée et de sortie des stocks 2014,
- Les habilitations des signataires des marchés 2014,
- Les courriers relatifs aux marchés et commandes classés 2014,
- Les avis d'attribution et les lettres d'information aux candidats non retenus 2014,
- Les rapports d'analyse et d'évaluation des offres 2014,
- Les courriers échangés avec la DCMP 2014,
- Les rapports trimestriels sur les marchés et le rapport annuel sur les marchés de 2014,
- Et tout autre document utile au bon accomplissement de la mission pour la gestion 2014.

### 2.2.2 Revue de l'organisation institutionnelle de l'Autorité Contractante :

La revue a consisté en un contrôle des modalités de mise en place et de fonctionnement des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés et en une appréciation de l'efficacité du système de classement des documents de passation des marchés ; de même, il a été passé en revue les relations entre les Commissions des Marchés, les Cellules de Passations et l'ARMP et la DCMP.

Des demandes ont été adressées par l'Auditeur à la DCMP, pour la confirmation de la réception de la liste des membres des Commissions de Marchés et des Cellules de Passation des Marchés, des Plans de Passation des Marchés, et des rapports trimestriels des Cellules de Passation des Marchés des Autorités Contractantes, au titre de la gestion 2014.

### 2.2.3 Contrôle au départ de l'exhaustivité des données fournies par l'Autorité Contractante :

Cette étape – importante à plus d'un titre- a été couverte par le recoupement des données fournies par les Situations, Etats et Rapports suivants :

- Budget 2014 exécuté de l'Autorité Contractante ;
- Plan de Passation de Marchés 2014 de l'Autorité Contractante ;
- Etats financiers au 31 décembre 2013 (Bilan, Compte de Résultat) et Grand-Livre des comptes de l'Autorité Contractante pour retracer les opérations (investissements et dépenses de fonctionnement) de 2014;
- Rapport d'activités 2014 de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Données statistiques sur les marchés immatriculés en 2014 à partir du site web de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Rapport Annuel 2014 de l'Autorité de Régulation des Marchés (ARMP) (notamment pour les aspects liés à l'organisation des Cellules de Passation des Marchés et aux recours introduits par les parties concernées par la passation des marchés).

Le recoupement des données issues de ces différents documents a permis de vérifier et de mettre en évidence les marchés (Appels d'Offres, DRP) révélés par l'Autorité Contractante à l'Auditeur, au départ de la mission.

### 2.2.4 Constitution de l'échantillon :

L'Auditeur a constitué l'échantillon :

- selon les modalités définies par les Termes de Références ;
- ou bien, lorsque les marchés passés n'étaient pas en nombre significatif, à 100 % des dossiers ;
- et, en y ajoutant systématiquement les transactions intervenues sans appel d'offres ou DRP.

### 2.2.5 Revue détaillée des marchés retenus :

Une revue détaillée des marchés a été effectuée :

- contrôle sur pièces et appréciation des procédures appliquées par rapport aux dispositions du Code des Marchés ;
- analyse des contrats établis ;
- vérifications physiques, dans le cas où ces vérifications s'avèrent possibles ;
- dans certains cas, contrôle de la compétitivité des prix ;
- contrôle du niveau et du rythme des paiements.
-



# **3. PRESENTATION RESUMEE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE**

### **3 PRESENTATION DE LA SAED**

#### **Contexte et évolution institutionnelle :**

La loi n° **65-001 du 20 Janvier 1965** crée la Société d'Aménagement et d'Exploitation des Terres du Delta du Fleuve Sénégal (SAED) avec un statut d'Etablissement Public à caractère industriel et commercial.

Par la loi n° **79 - 29 du 24 Janvier 1979**, la SAED a vu son champ d'intervention s'étendre sur l'ensemble de la Rive Gauche du Fleuve Sénégal ainsi que sur la Vallée de la Falémé.

La SAED changera de statut par la suite et passera en Société Nationale à compter du **1er Décembre 1981**, suivant la loi n° **81-57 du 29 Juin 1981**. A partir de cette date, l'exercice de la mission de la SAED se manifeste par la réalisation d'un certain nombre d'activités qui concourent à l'atteinte des objectifs fixés par la Puissance Publique et déclinés à travers des Lettres de Mission (LM) triennales liant les deux parties.

De 1981 à nos jours, dix Lettres de Missions ont marqué les activités de la SAED :

- **La Première** : Passage de statut d'établissement public à Société nationale (1981-83)
- **La Deuxième** : Amélioration du niveau technique du paysan (1984-86)
- **Les Troisième et Quatrième** : Désengagement de la SAED de toutes les fonctions directement productives au prix d'une profonde restructuration (1987-94)
- **La Cinquième** : Recentrage de la SAED sur une fonction de maître d'ouvrage délégué, chargé d'aménagement hydraulique et de développement agricole (95-98)
- **Les Sixième, Septième, Huitième et Neuvième** : Promotion de l'agriculture irriguée dans le cadre de la professionnalisation et de l'appui aux collectivités locales (1999-2011)
- **La Dixième** : (2012-2014) : Meilleur positionnement dans la lutte contre l'insécurité alimentaire et la pauvreté rurale, par une plus grande insertion de l'irrigation dans l'appui global au développement économique des territoires ruraux.

#### **Vocation**

La vocation de la SAED est de participer à l'aménagement et à l'équipement des territoires de sa zone d'intervention, au développement agricole et à la préservation de l'environnement.

#### **Mission**

Conformément au cadre politique et stratégique national, l'Etat a confié à la SAED une mission générale de promotion du développement de l'agriculture irriguée en rive gauche du fleuve Sénégal et de la Falémé.

Le processus de désengagement et de responsabilisation des producteurs, initié par l'Etat depuis 1984 avec la Nouvelle Politique Agricole, a pris un tournant décisif au début des années 90 avec notamment le transfert progressif de la gestion des grands aménagements à des associations d'usagers et la libéralisation de la filière riz.

### Fonctions

Eu égard à la mission ci-dessus décrite tournée vers la préservation des ressources naturelles et de l'environnement, leur exploitation optimale au bénéfice de tout le pays, afin d'éviter, ainsi, de compromettre l'avenir de la vallée, sont assignées à la SAED les fonctions suivantes :

- une fonction de Maîtrise d'Ouvrage Déléguée de l'Etat pour les investissements publics en matière d'aménagement et de réalisation d'infrastructures hydro-agricoles ;
- et une fonction de Conseil, d'Appui et d'Opérateur auprès des différentes catégories Socio-professionnelles et des collectivités locales concernées, directement ou indirectement, par l'agriculture irriguée.

### Zone d'intervention

Elle couvre les régions de Saint-Louis et Matam, ainsi que les départements de Bakel et de Louga pour une population de 1 960 000 habitants dont 75% de ruraux<sup>1</sup>.

### Organisation

Pour mener à bien sa mission, la SAED s'appuie:

Au niveau central sur :

- Une Cellule Planification et Suivi Evaluation (CPSE) ;
- Deux Directions administratives : Direction des Ressources Humaines et de l'Administration (DRHA) et Direction Financière et Comptable (DFC) ;
- Trois Directions techniques : Direction des Aménagements et Infrastructures Hydro-agricoles (DAIH), Direction du Développement et de l'Appui aux Collectivités (DDAC), Direction Autonome de Maintenance (DAM) ;
- Une Cellule Passation des marchés (CPM) ;
- Une Cellule Audit Interne (CAI) et Une Cellule Contrôle de Gestion (CCG) ;
- Une Cellule Informatique et Communication (CIC).

Au niveau opérationnel, sur :

- La Délégation de Dagana basée à Ross-Béthio qui couvre les départements de Saint-Louis, de Dagana et les communes de Louga ayant ouverture sur le Lac de Guiers ;
- La Délégation de Podor qui couvre le Département de Podor
- La Délégation de Matam qui couvre tout le territoire de la Région de Matam
- La Délégation de Bakel qui couvre la zone irriguée du département de Bakel.

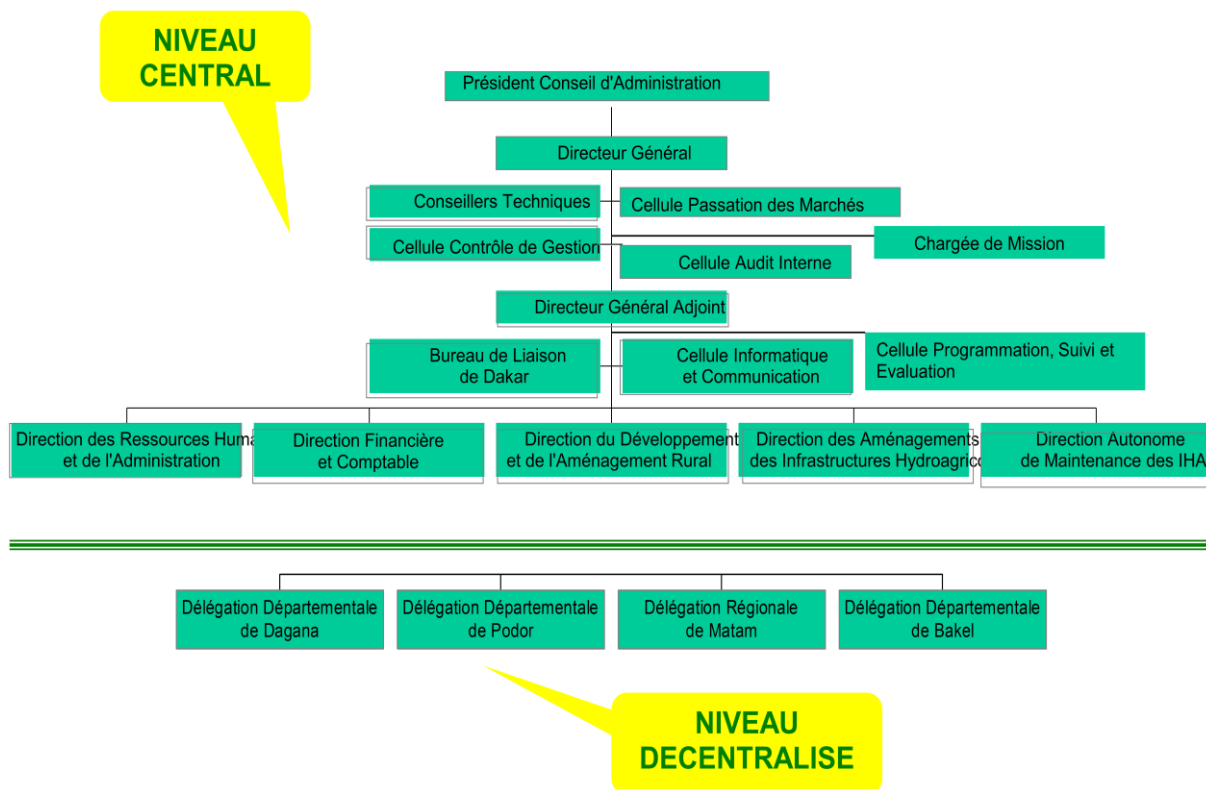
Une cinquième délégation va être mise en place en 2015 pour une couverture plus effective de la zone du Lac de Guiers et un accompagnement plus efficace de la mise en valeur de son potentiel irrigable.

Ces délégations présentent un dispositif d'encadrement et d'appui conseil ramifié jusqu'à l'échelon du village où l'on compte des conseillers agricoles (CA) et des conseillères en promotion féminine (CPF).

Par ailleurs, ces délégations abritent les projets de développement rural financés par la puissance publique et qui s'exécutent sur les territoires ruraux qu'elles couvrent.

Les directions techniques appuient sur le terrain les délégations départementales auxquelles est conférée une autonomie dans la gestion et l'exécution des programmes.

### ORGANIGRAMME DE LA SAED



## **4.SYNTHESE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE**

## **4- SYNTHESE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE**

### **4.1 La Commission des Marchés (CM) :**

La Commission des Marchés a été mise en place conformément aux dispositions de l'arrêté n°012786 du 26 décembre 2012.

Mais le délai requis pour la convocation des membres de la CM n'est pas toujours respecté.

De même, la réception effective des convocations n'est pas matérialisée.

### **4.2 La Cellule de Passation des Marchés (CPM) :**

La Cellule de Passation des Marchés a été mise en place dans les délais requis.

Mais il convient de noter que la CPM est située dans des locaux exigus qui ne permettent pas une bonne disposition des équipements et un correct archivage des documents de passation des marchés. Ces documents ne sont pas centralisés au niveau de la CPM et le classement est inadéquat, par référence au Manuel de Classement et d'Archivage recommandé sur le site des marchés publics.

Le rapport annuel sur les marchés de l'exercice 2013 n'a pas été produit par la CPM.

### **4.3 La Charte de Transparence et d'Ethique en matière de passation des marchés :**

Elle a été signée par les membres de la CM et de la CPM.

**Mais elle n'a pas été signée par les membres des comités techniques**, alors qu'ils sont soumis aux mêmes règles que les membres de la CM.

**5.REVUE DE L'ORGANISATION  
INSTITUTIONNELLE / CONSTATS ET  
RECOMMANDATIONS  
DETAILLES**

## **5- REVUE DE L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE / CONSTATS ET RECOMMANDATIONS DETAILLEES**

### **Commission des marchés**

La CM a été mise en place par la Décision n°0002/SAED/DG/CPM/MT du 03/01/2014 conformément à la réglementation. Des membres titulaires et suppléants ont été désignés sur la décision. Ils ont tous signé les des attestations de prise de connaissance de la charte de transparence et d'éthique qui ont été transmises a la DCMP et a l'ARMP. Ils ont également été formés en passation des marchés et en connaissent bien les procédures, notamment celles du CMP décret 2011-1048 du 27 juillet 2011.

### **Convocation des réunions de la CM**

Le délai de cinq jours francs pour la tenue des réunions n'est pas tout le temps respecté.  
Organiser des séances de mise à niveau et de formation avec l'ARMP ou des consultants

**Paiements des indemnités des membres de la CM et du rapporteur :** les sommes dues après les réunions de la CM sont payées régulièrement à la suite de la tenue desdites réunions à tous les ayants droit.

**Besoin de formation :** les membres de l'actuel CM ont émis le souhait d'être formé sur les nouveaux changements apportés par le code des marchés publics, décret 1212-2014 du 22 septembre 2014, qui a été publié dans le journal officiel du 04 octobre 2014, date de sa mise en vigueur.

### ***Recommandation :***

Respecter le délai de cinq jours francs pour la convocation des réunions de la CM

### **Cellule de passation des marchés**

La CPM a été mise en place par décision n°663/SAED/DG/DHRAJ/DMC/ASD/nd du 26/03/2010. Elle comprend un service de gestion des marchés et un service de gestion des commandes.

Pour ce dernier service, son implication dans l'établissement des bons de commandes et la recherche de pro-forma ne sont pas compatibles avec les missions de contrôle de la CPM. Il y a lieu de redéfinir les missions du services de gestion des commandes et de les consacrer a celles de contrôle des bons de commandes qui doivent être gérés par la Divisions des Affaires Générales. Ce contrôle servirait à limiter les éventuels fractionnements notes la plus part du temps sur les demandes de cotation.

La mission a également eu à noter que la CPM est submergée de sollicitations de la part des différents services pour la mise en œuvre des procédures de passation des marchés. Son effectif actuel ne lui permet pas de remplir pleinement sa mission d'appui, de conseil et de contrôle. Ce qui oblige le personnel de la CPM à travailler régulièrement au delà des heures normales de travail.

De plus le statut actuel de la CPM ne lui permet pas d'assumer pleinement ses prérogatives face à des interlocuteurs dont la plupart ont rang de Directeur. Au regard de ses missions, il est important d'avoir des rapports de travail équilibré face a ses interlocuteurs. La CPM devrait être érigée en direction,



surtout au regard du nombre important de marchés passés durant l'exercice 2014 et de ceux à venir avec la lettre de mission.

Un autre fait a été constaté par la mission, c'est l'insuffisance de ressources humaines spécialisées en travaux d'aménagement hydro-agricole, principale vocation de la SAED, et en archivage. En effet, la CPM regorge de documents de passation des marchés qui sont étalés à même le sol à cause du manque d'équipement et de local pour les archiver et les classer.

### ***Recommandations :***

- Mieux responsabiliser la structure compte tenu de l'importance de ses missions et des marchés à passer par la SAED au vu du programme de 159 milliards FCFA à réaliser sur les trois ans de sa onzième lettre de mission, en faire une Direction.
- Renforcer l'effectif par un ingénieur spécialisé dans les travaux d'aménagement hydro-agricole et par le recrutement d'un archiviste documentaliste.
- Centraliser toute l'information relative aux marchés, depuis le budget jusqu'à la réception définitive (et surtout les situations de paiement et les PV de réception des prestations).
- L'équiper en mobilier de rangement et d'archivage.
- Trouver un local pour l'archivage des documents de passation des marchés.

### **Charte de Transparence et d'Ethique en matière de passation des marchés**

Les membres de la CM et de la CPM ont tous signé les des attestations de prise de connaissance de la charte de transparence et d'éthique qui ont été transmises à la DCMP et à l'ARMP.

Comme dans la plupart des AC auditées, les membres des commissions d'évaluation, en dehors des membres des CM ne signent pas l'attestation de prise de connaissance de la CTE alors qu'ils sont tenus aux mêmes règles de secret et de confidentialité.

### ***Recommandation:***

Faire signer l'attestation de prise de connaissance de la CTE aux membres des comités techniques d'évaluation.

### **Production des rapports trimestriels et du rapport annuel**

Le coordonnateur de la CPM a produit ses rapports trimestriels et annuels qui ont été transmis à l'ARMP et à la DCMP.

**6.SYNTHESE DES  
CONSTATS  
A L'ISSUE DE LA  
REVUE DES MARCHES**

### **Marchés examinés à partir de l'échantillon :**

Les constats les plus significatifs sont relatifs à :

- la non application, sur certains marchés, des pénalités de retard ;
- le mauvais libellé relatif à la disposition de la Retenue de Garantie ;
- la non formalisation des commissions de réception par des actes écrits ;
- la non publication des résultats des DRP sur le site des marchés publics ;
- l'existence de cas de fractionnements de marchés sur les acquisitions par demandes de cotation (pièces détachées automobiles, fournitures de bureau et consommables informatiques, matériel de bureau et informatique, entretien des véhicules) ; les commandes considérées ne sont cependant pas d'un montant significatif.

# **7.REVUE DETAILLEE DES MARCHES / CONSTATS DETAILLES**

## **7- REVUE DETAILLEE DES MARCHES / CONSTATS DETAILLES**

### **Plan de Passation des Marchés (PPM)**

**Le PPM de 2014 a été élaboré mais n'a pas été transmis par courrier à la DCMP.** Il a été créé le 10 décembre 2013, mis en validation le 12 décembre 2013 et validé le 30 décembre 2013 publié dans le portail des Marchés Publics.

### **Avis General de Passation des Marchés (AGPM)**

L'Avis Général de Passation de Marchés, a été publié par l'Autorité contractante dans le journal « LE SOLEIL » du 26 Décembre 2013. Il comprend tous les marchés passés par AOO conformément à la réglementation.

### **Archivage des dossiers de passation des marchés**

La CPM est engorgée par des documents de passation des marchés posés à même le sol à cause d'un manque de local et d'équipement comme cela a été évoqué au point relatif à la CPM.

### ***Recommandations***

- Trouver une salle d'archivage pour la CPM pour les offres des prestataires ;
- Conserver au niveau de la CPM les documents de PM qui n'ont pas 3 ans ;
- Déclasser aux archives de la SAED les documents ayant atteint trois ans d'âge.

### **Participation du service d'audit interne au contrôle de la passation des marchés :**

Le service d'audit n'a pas encore procédé au contrôle des procédures de passation des marchés. Le responsable de la Cellule Audit Interne a souligné que c'est un manquement qui sera corrigé très prochainement.

La mission a noté que le manuel des procédures élaboré en 2008 n'a pas été réactualisé et fait référence au CMP décret n°2007-545 du 25 avril 2007.

### **Recommandations :**

- Impliquer les services d'audit interne aux missions externes de revue de la mise en œuvre des procédures de passation des marchés.
- Prévoir dans les missions de la CA, la revue périodique, ou de manière inopinée, de la mise en œuvre des procédures de passation des marchés.
- réactualiser le Manuel de procédures en prenant en compte les changements intervenus avec le nouveau CMP, Recruter un consultant pour une meilleure prise en compte des besoins.

### **Comptabilité des stocks dans le processus de PM :**

La comptabilité des stocks est rattachée à la DRHA. Elle est pratiquement inexistante car il n'y a pas de matériel ou fourniture à entreposer ; ils sont livrés au fur et à mesure que les besoins sont exprimés. D'ailleurs il n'y a pas de magasin de stockage encore moins des fiches d'entrée ou de sortie. Le comptable ne procède à la réception des matières ou fournitures que lorsqu'il s'agit d'une commande groupée pour l'ensemble de la société. La distribution est aussitôt faite en fonction des

expressions de besoins qui ont été à la base de cette acquisition. La commande groupée de 2014 est la seule depuis 2012.

Pour les fournitures de bureau, les bons de commandes sont établis à chaque fois qu'un organe de la SAED en fait la demande. La livraison est directement faite auprès dudit organe.

Il n'y a pas de manuel de procédures : c'est plutôt la fiche de poste qui est utilisée en lieu et place.

Le matériel est affecté d'un numéro de nomenclature mais les fiches d'utilisateur ne sont pas actualisées depuis 2011, alors que les inventaires sont faits chaque année.

Le comptable des stocks est surtout pris par les tâches de suivi de bon de prestation de services courants : demande de travaux, réparation, vidange, etc.

*La revue de la comptabilité des stocks a permis de faire le constat suivant :*

- *Pas encore de manuel de procédures ;*
- *Les acquisitions ne sont pas toutes reçues au niveau du comptable des stocks ;*
- *Les acquisitions ne sont pas portées sur des Fiches de stocks ;*
- *Pas de tenue d'un journal des stocks ;*
- *Pas de Fiche Utilisateur apposé dans les locaux.*

Dans le cas de marchés de travaux, la Commission de réception est composée du Directeur Central ou de son représentant, de l'Ingénieur Délégué ou de son représentant, du Chef de Projet et du représentant du Bureau de Contrôle.

- Commande reçue ;
- Bon de commande ;
- Bon de livraison ;
- PV de réception.
- Remettre au chef de la DAG un exemplaire du PV de réception ;
- Classer un (01) exemplaire du PV de réception dans le dossier

Lorsque la réception porte sur les marchés de services, elle est matérialisée par un Certificat Administratif émis par la Direction, la Délégation ou le Projet bénéficiaire.

### **Personnes responsables des marchés :**

L'Article 27 du CMP précise « La procédure de passation du marché est conduite par la personne responsable du marché, qui est habilitée à signer le marché au nom de l'autorité contractante. Les marchés conclus par une personne non habilitée à cet effet sont nuls et de nullité absolue.

L'autorité contractante peut désigner d'autres personnes responsables des marchés, en précisant les catégories et les montants des marchés pour lesquels celles-ci disposent des compétences de personnes responsables de marchés ».

L'Article 28 du CMP énonce aussi que « Les personnes responsables des marchés chez les différentes autorités contractantes sont respectivement : e) Pour les marchés des sociétés nationales et des sociétés anonymes à participation publique majoritaire, le directeur général, quel qu'en soit le montant ».

Par conséquent, Le Directeur général de la SAED est la personne responsable des marchés. Il a toutefois, pris des décisions, afin d'éviter de cumuler les pouvoirs d'approbation et de signature en application des articles 27 et 29 pour nommer des PRM a qui il délègue des pouvoirs pour « mieux les responsabiliser ». Il s'agit de :

- Le Directeur du développement et de l'appui aux collectivités locales,
- Le Directeur des Ressources Humaines et de l'Administration,
- Le Directeur des Aménagements et des Infrastructures hydro-agricoles,
- Le Directeur de la Maintenance et des Infrastructures hydro-agricoles,
- Le chef de la cellule informatique et communication,
- L'ingénieur Délégué de Bakel,
- L'ingénieur Délégué de Matam,
- L'ingénieur Délégué de Podor et
- L'ingénieur Délégué de Dagana.

### Reversement a l'ARMP des 50% des produits de la vente des DAO :

Aucun versement n'a été effectué durant l'exercice 2014.

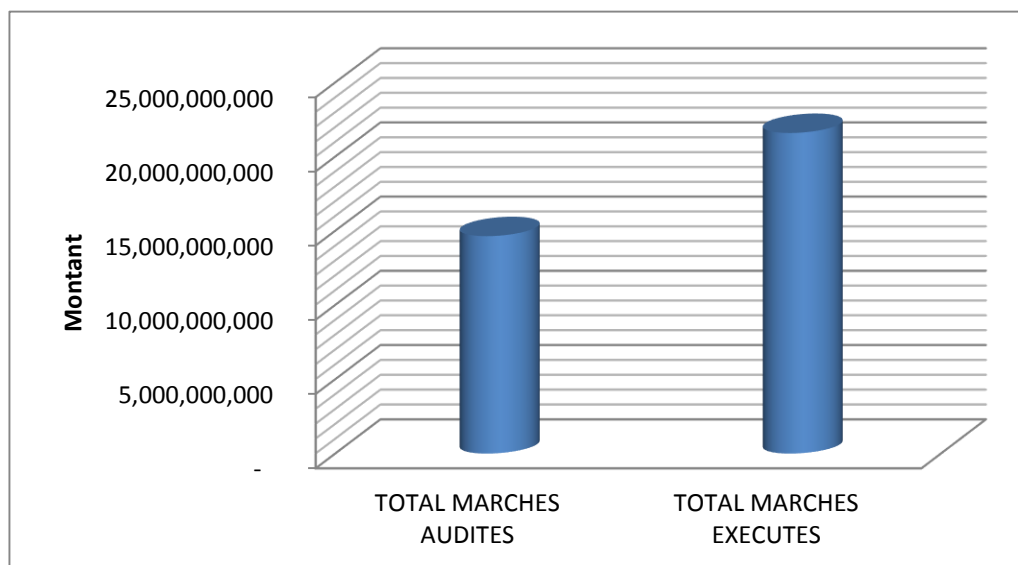
### Constats spécifiques aux marchés examinés :

#### Echantillon :

L'échantillon d'audit a été arrêté en prenant en compte les minima stipulés par les TDR :

- au moins 15 % des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP ;
- au moins 25 % des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés ;
- au moins 25 % des DRP ;
- 100 % des marchés par entente directe ;
- 100 % des marchés si leur population est inférieure à 10.

En s'appuyant sur ces éléments la liste des marchés à auditer est la suivante :



La liste des marchés de l'échantillon est la suivante :

REF	Objet du marché	Mode	Montant en FCFA		
			N° Lots	HT/HD	TTC
T_DD_065	Travaux de construction du mur de clôture pour la base du secteur de Dagana.	DRP	Lot unique	23 505 568	27 736 570
T_DRH A_010	Construction d'un local à la Direction générale et réfection d'un Centre de documentation et d'archivage	DRP	1	4 023 025	4 747 170
			2	15 141 790	17 867 312
F_DAIH_077	Fourniture et Installation d'échelles limnimétriques aux stations de pompage des délégations de Dagana et Podor	DRP	Lot unique	12 342 000	14 563 560
S_DRHA_086	Location et installation de tentes bâchées à Aéré Lao et Bakel	DRP	1	12 440 000	14 679 200
			2	12 520 000	14 773 600
T_DAM_018	Travaux de réfection de périmètres irrigués villageois d'axes hydrauliques et ouvrages associés prévus dans la délégation de Dagana dans le cadre du PRACAS.	AOR	1	215 670 000	254 490 600
			2	237 325 000	280 043 500
			3	229 900 000	271 282 000
			4	260 660 000	307 578 800
F_DAM_074	Fourniture et installation de Groupes Motopompes prévues dans le Delta et la Vallée du Fleuve Sénégal dans le cadre du PRACAS	AOR	Lot unique	2 542 372 881	3 000 000 000
T_DAIH_071	Travaux d'aménagement de périmètres irrigués villageois prévus dans la vallée du fleuve Sénégal dans le cadre du Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS).	AOR	1	466 101 695	550 000 000
			2	1 679 105 911	1 981 344 975
			4	1 692 135 600	1 996 720 008
			5	835 510 000	985 901 800
			6	177 850 000	209 863 000
			7	1 652 289 456	1 949 701 558
			8	739 668 918	872 809 323
			9	299 593 500	353 520 330
C_DAM_017	Supervision et Contrôle des travaux de maintenance des adducteurs, émissaires de drainage et infrastructures d'intérêt général prévus dans les Délégations de Dagana, Podor et Matam (en deux lots).	APMI	1	23 750 000	28 025 000
		APMI	2	38 500 000	45 430 000

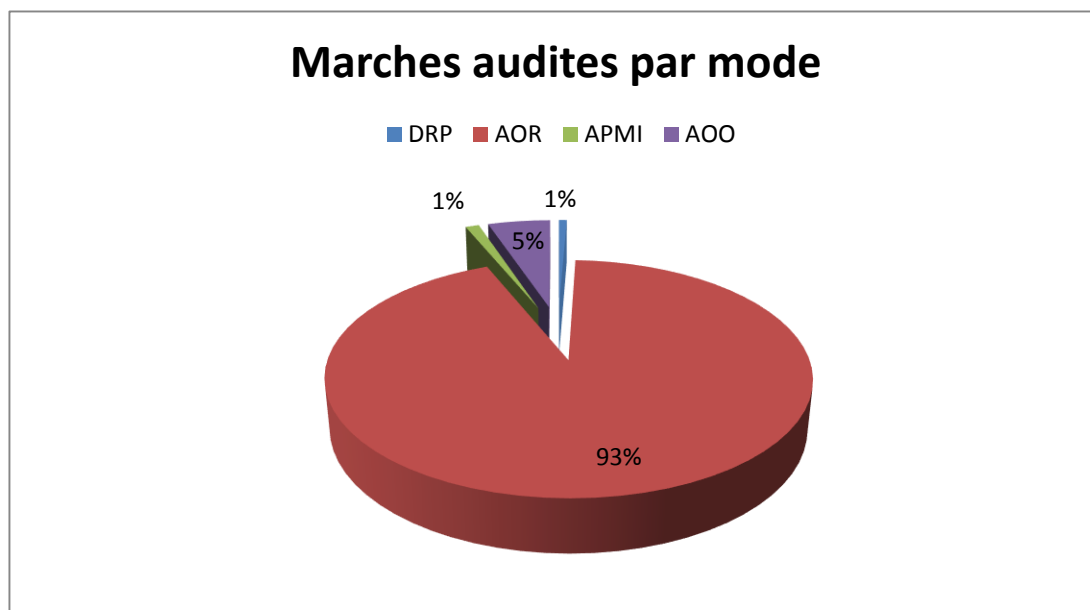


## Revue de la conformité de la passation des marchés – Gestion 2014

C_DAM_021	Etude de faisabilité des travaux de maintenance sur l'ancienne Tahouey, le Dioulol et le Diamel dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'Actions de l'Audit de la Maintenance des IHA.	APMI	Lot unique	75 173 602	88 704 850
F_DRHA_001	Achat de véhicules et de Motos (alloti en six lots)	AOO	1	21 641 000	25 536 380
			2	63 389 831	74 800 000
			3	7 491 988	8 840 546
			4	79 237 288	93 500 000
			5	31 084 746	36 680 000
			6	24 348 961	28 731 774
T_DAM_064	Travaux de Maintenance des Périmètres Irrigués prévus dans les délégations de Dagana, Podor, Matam et Bakel (en quatre lots)..	AOO	1	41 500 000	48 970 000
			2	62 500 000	73 750 000
			3	53 600 000	63 248 000
			4	60 000 000	70 800 000
T_DAM_016	Travaux de Maintenance des Infrastructures d'Intérêt Général prévus dans les délégations de Dagana, Podor et Matam	AOO	1	70 000 000	82 600 000
			2	67 400 000	79 532 000
			3	53 100 000	62 658 000
				<b>12.406.550.759</b>	<b>14.639.729.896</b>

### Echantillon par mode :

NOMBRE MARCHÉS	MODE	MONTANT	POURCENTAGE
4	DRP	94 367 412	1%
3	AOR	13 633 555 934	93%
2	APMI	162 159 850	1%
3	AOO	749 646 700	5%
<b>12</b>	<b>Total marchés audités</b>	<b>14.639.729.896</b>	<b>100%</b>
	<b>Total marchés exécutés sur financement BCI</b>	<b>21 594 236 907</b>	<b>68% du Total des marchés s exécutés sur financement BCI</b>



#### Echantillon par type :

TYPE DE MARCHÉS	NOMBRE	POURCENTAGE	MONTANT
TRAVAUX	6	50%	11 165 464 986
FOURNITURES	3	25%	3 282 652.260
PI	2	17%	162 159 850
SERVICE	1	8%	29 452 800
total	12	100%	14.639.729.896

#### Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée :

Les seuils de passation des marchés applicables à la SAED, conformément à l'article 53 du CMP, sont les suivants:

- a) 50.000.000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- b) 30.000.000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- c) 30.000.000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

#### Marchés conclus par AOO :

Les seuils de revue préalable des marchés de la SAED par la DCMP sont fixés par l'arrêté 12.785 du 26/12/2012 du MEF qui précise :

« Les seuils d'examen préalable par la Direction centrale des Marchés publics (DCMP) des dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure de passation, visés à l'article 140 a) du Code des Marchés publics, sont les suivants:

- deux cent cinquante (250) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de fournitures;
- cent vingt cinq (125) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de services et de prestations intellectuelles ;
- Cinq cent (500) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de travaux ».

Les seuils de revue préalable des marchés de la SAED par la DCMP fixés par l'arrêté 12.782 du 26/12/2012 du MEF, relatif au contrôle à priori des rapports d'analyses comparatives d'offres ou de propositions et des procès- verbaux d'attribution provisoire de marché et à l'examen juridique et technique des projets de marché respectivement pris en application des dispositions de l'article 140.b) et 140.c) du code des marchés publics, sont les suivants :

- deux cent (200) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de fournitures et de services y compris les prestations intellectuelles ;
- cent cinquante (150) millions FCFA pour les marchés de services et de prestations intellectuelles ;
- Quatre cent (400) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de travaux ».

### Marchés supérieur ou égal au seuil de revue de la DCMP :

Un seul marché de l'échantillon passé par AOO a atteint le seuil de revue. Ils 'agit du marché de fournitures de véhicules ci-dessous.

❖ <b>M1 : Marché pour l' « Achat de véhicules et de Motos (alloti en six lots »)</b>		
<b>Référence : AOO: F_DRHA_001</b>		
<b>Montant total : 266 088 700 FCFA TTC</b>		
<b>Lot</b>	<b>Titulaire</b>	<b>Montant FCFA TTC</b>
Lot 1 : un (01) véhicule 4x4 double cabine (financement AFD)	La Sénégalaise de l'Automobile	25 536 380
Lot 2 : quatre (04) véhicules 4x4 double cabine (financement AFD)	CCBM Automobile	74 800 000
Lot 3 : quatre (04) motocyclettes 125 cm3 trial (financement AFD)	CFAO MOTORS SENEGAL	8 840 546
Lot 4 : cinq (05) véhicules 4x4 double cabine (financement BCI)	CCBM Automobile	93 500 000
Lot 5 : quatre véhicules de liaison (financement BCI)	MATFORCE	36 680 000
Lot 6 : treize (13) motocyclettes 125 cm3 trial (financement BCI)	CFAO MOTORS SENEGAL	28 731 774

Les vérifications ont permis de faire les constats suivants :

- 1) Le marché est mentionné dans le PPM de 2014 transmis à la DCMP.
- 2) Le marché est mentionné dans l'avis général de passation de marchés, publié par l'Autorité contractante dans le journal: « LE SOLEIL » du 18 Décembre 2013
- 3) Le Dossier d'Appel d'Offres est conforme et pertinent

- 4) La Garantie de Soumission (5 450 000 FCFA) est comprise entre 1% et 3% du montant prévisionnel ( $1\% \times 291\,900\,000 = 2\,919\,000$  FCFA,  $3\% \times 291\,900\,000 = 8\,757\,000$  FCFA)
- 5) Le délai d'un mois minimum accordé pour le dépôt des offres nationales de 30 jours est respecté
- 6) L'ouverture des offres a été conforme à la réglementation (séance publique, lecture des offres à haute voix, etc.) le 12 Juin 2014 à 09H30.
- 7) **Non respect du délai d'évaluation** : le délai de 15 jours devant être observé entre la date de l'ouverture des offres et l'attribution provisoire n'a pas été respecté par la commission du marché en violation de l'article 70 du décret n° 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant code des marchés publics.
- 8) L'attribution provisoire a fait de l'objet de publication dans le journal « LE SOLEIL » du 05 Août 2014 ;
- 9) Tous les soumissionnaires ont été informés de l'attribution provisoire du Marché par lettres N°2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2069 SAED/DG/CPM du 01 Août 2014 signé par DG Adjoint de la SAED ;
- 10) Les contrats ont été signés par le Directeur des Ressources Humaines et de l'Administration de la SAED, habilité en PRM, et les prestataires ;
- 11) Les marchés ont été approuvés par le Directeur Général de la SAED
- 12) Le délai observé entre la date de soumission à l'approbation et la date de soumission effective n'a pu être évalué faute de documentation.
- 13) Le marché a fait l'objet d'une attribution définitive. L'avis d'attribution définitive a été publié dans le quotidien « LE SOLEIL ».
- 14) **Un retard de près de trois mois a été noté contrairement aux clauses du contrat qui stipule un délai de 20 jours à compter de la date de notification** : les quatre (04) motos objet du marché N°14.03.59/2014 (N° F/0132/14) ont été effectivement réceptionnées à la date du 03 Mars 2014 par la commission de réception désignée à cet effet comme l'atteste le procès-verbal de réception. Date de notification : 18 novembre 2014, application des pénalités de retards pour le lot 3 à faire lors des paiements.
- 15) **De même, il a été constaté un retard sur la livraison des 13 motos contrairement aux clauses du contrat qui stipule un délai de 20 jours à compter de la date de notification.**
- 16) Le marché a fait l'objet de recours de la part de la CFAO Motors auprès du CRD.

### **Recommandations :**

- Solliciter l'autorisation de la DCMP en cas de dépassement du délai d'évaluation de 15 jours prescrit à l'article 70 du CMP ;
- Renseigner et documenter les différentes étapes de passation des marchés ;
- Appliquer les pénalités de retard en cas de dépassement non justifié dans l'exécution des prestations

### **Marchés n'ayant pas atteint le seuil de revue de la DCMP**

Deux marchés de travaux ont été relevés, ils ont cependant été soumis à l'appréciation de la DCMP. Cette possibilité est offerte par l'article 140 lorsque le seuil n'est pas atteint.

❖ *M2 : Marché pour la « Réalisation des Travaux de Maintenance des Infrastructures d'Intérêt Général prévus dans les Délégations de Dagana, Podor et Matam ». N°13.23.17/2014 ; N°13.23.18/2014 et N°13.23.19/2014*

*Référence : AOO : T\_DAM\_016*

*Montant : 224 790 000 FCFA TTC*

lot	titulaire	montant FCFA TTC
Lot 1	THIAYTOU	82 600 000
Lot 2	THIAYTOU	79 532 000
Lot 3	GTER/GCI-AF	62 658 000

Les constats sont les suivants :

- 1) Le marché est mentionné dans le PPM de 2013 publié dans le portail des Marchés Publics où il est validé le 30 Décembre 2013.
- 2) Le marché est mentionné dans l'Avis Général de Passation de Marchés, publié par l'Autorité contractante dans le journal: « LE SOLEIL » du 26 Décembre 2013 ;
- 3) La DCMP a contrôlé et donné son avis durant la procédure : Le 27 Novembre 2013 par lettre n°01922/MEF/DCMP/SRMPPS/111, elle a donné son avis de non objection sur le Dossier d'Appel d'Offres
- 4) **La disposition de la Retenue de Garantie (Article 7.2.1 du CCAP) est mal libellée.** En effet, au lieu de « A défaut de fourniture d'une garantie de bonne exécution, une retenue de garantie de 5% sera prélevée sur les décomptes présentés par l'entreprise », il faut écrire: « une retenue de garantie de 5% sera prélevée sur les décomptes présentés par l'entreprise » car cette retenue de garantie est différente de la Garantie de bonne exécution qui doit être constitué en totalité lors de la signature du marché
- 5) Le délai de 15 jours requis entre la publication de l'attribution provisoire et la soumission à l'approbation est non appréciable à cause de l'inexistence de document attestant de la soumission à l'approbation.
- 6) **Non publication de l'Avis d'attribution définitive.**
- 7) Les garanties GBE n'ont pas été fournies (non fournie à cause du libelle ci-dessus point 4).
- 8) Les réceptions ont eu lieu le 12 Novembre 2014 : soit six (06) mois et 07 jours entraînant alors **un écart de deux (02) mois 07 jours. Non application des pénalités de retard**
- 9) Marché n° 13.23.17/2014 : Il reste à régler les montants correspondant aux retenues de Garantie prélevées lors du paiement des deux (02) décomptes (soit 2 974 000 FCFA et 526 000 FCFA).
- 10) Marché n° 13.23.18/2014 : reste à régler les montants correspondant aux retenues de Garantie prélevées lors du paiement des deux (02) décomptes (soit 2 787 500 FCFA et 582 500 FCFA).

### Recommandations :

- Bien formuler la clause relative à la retenue de garantie en mettant « une retenue de garantie de 5% sera prélevée sur les décomptes présentés par l'entreprise » car cette retenue de garantie est différente de la Garantie de bonne exécution qui doit être constituée en totalité lors de la signature du marché.
- Publier l'avis d'attribution définitive conformément au CMP ;
- Veiller à la fourniture de la GBE par le prestataire conformément aux clauses contractuelles.

<b>❖ M3 : Marché de « Travaux de Maintenance des Périmètres Irrigués prévus dans les Délégations de DAGANA, PODOR, MATAM et BAKEL ».</b>		
<b>Référence : T_DAM_064/</b>		
<b>Montant : 256 768 000 FCFA TTC</b>		
<b>Lot</b>	<b>Titulaire</b>	<b>Montant FCFA TTC</b>
<b>LOT 1 :</b>	<b>THIAYTOU</b>	<b>48 970 000</b>
<b>LOT 2 :</b>	<b>THIAYTOU</b>	<b>73 750 000</b>
<b>LOT 3 :</b>	<b>ESI SARL</b>	<b>63 248 000</b>
<b>LOT 4 :</b>	<b>THIAYTOU</b>	<b>70 800 000</b>

Les constats sont les suivants :

- 1) Le marché est mentionné dans le PPM de 2014. Il est mentionné dans l'avis général de passation de marchés, publié par l'Autorité contractante dans le journal: « LE SOLEIL » du 18 Décembre 2013
- 2) Les critères de qualifications sont neutres et pertinents et ne sont pas orientés pour favoriser un soumissionnaire.
- 3) Le Dossier d'Appel d'Offres a été conçu conformément au dossier type diffusé sur le site des Marchés Publics du Sénégal
- 4) L'AON a été publié dans le journal « LE SOLEIL » n°13055 du samedi 30 novembre au dimanche 01 décembre 2013.
- 5) La Garantie de Soumission exigée (4 000 000 FCFA) est comprise entre 1% et 3% du montant prévisionnel ( $1\% \times 225\,000\,000 = 2\,250\,000$  FCFA,  $3\% \times 225\,000\,000 = 6\,750\,000$  FCFA)
- 6) Le délai d'un mois minimum accordé pour le dépôt des offres nationales de 30 jours est respecté.
- 7) L'ouverture des offres a été conforme à la réglementation (séance publique, lecture des offres à haute voix, etc.). Elle s'est faite dans la salle de conférence du siège de la SAED.
- 8) Les candidats ayant déposé une offre sont au nombre de trois (03).

- 9) Le PV d'ouverture des plis a été signé par les membres de la Commission des Marchés de la SAED le 31 Décembre 2013. Il a été transmis aux candidats.
- 10) Les offres ont été évaluées par les membres du comité technique désignés à cet effet le 02 janvier 2014
- 11) Les offres ont été évaluées sur la base des critères objectifs de qualifications et des critères techniques prévus dans le DAO.
- 12) L'attribution provisoire a fait de l'objet de publication dans le journal « LE SOLEIL » du 22 Janvier 2014. Un Avis Rectificatif d'Attribution Provisoire a été publié le 21 Novembre 2013. Tous les soumissionnaires ont été informés de l'attribution provisoire du Marché par lettres N°0077, 0079 et 0080 SAED/DG/CPM/CSGM du 16 Janvier 2014 signé par DG Adjoint de la SAED.
- 13) Pour la signature des marchés des quatre (04) lots, le nom du Directeur Général figure dans l'acte d'engagement en qualité de contractant alors qu'il est l'autorité qui a approuvé les contrats. Toutefois les contrats ont été signés par le Directeur de la DAM de la SAED et les prestataires.
- 14) La DCMP a donné son Avis avant immatriculation des contrats par lettre N° 000549/MEF/DCMP/SRMPPS/024 du 26 Février 2014
- 15) Les contrats ont été enregistrés au centre des services fiscaux de Saint-Louis le entre 28 Février 2014 et le 21 mars 2014.
- 16) **L'avis d'attribution définitive n'a pas été fourni.**

Les travaux objet du marché ont été réceptionnés par la commission de réception désignée à cet effet comme l'atteste les procès-verbaux de réception des travaux. **Des retards ont toutefois été enregistrés sur les lots n°2 et 3.**

**La situation des paiements se présente ainsi :**

- Lot 1 : Décompte N°1 de 36 600 000 FCFA par virement bancaire CNCAS Saint-Louis N°689 du 13/03/2014 au profit de ENTREPRISE THIAYTOU. Montant : 6 588 000 F CFA pour le règlement des impôts Chèque du Trésor N° 0120724 du 16/04/2014.// Décompte N°2 (décompte final) d'un montant de 4 900 000 FCFA par virement bancaire CNCAS/SL N°982 du 14/04/2014 au profit de ENTREPRISE THIAYTOU. Montant : 882 000 F CFA pour le règlement des impôts chèque du Trésor N°0120758 du 02/06/2014
- Lot 2 : Décompte1 d'un montant : 52 300 000 FCFA par virement bancaire CNCAS Saint-Louis N°1202 du 08/05/2014 au profit de ENTREPRISE THIAYTOU. Montant : 9 414 000 F CFA pour le règlement des impôts Chèque du Trésor N° 0120758 du 02/06/2014.// Décompte N°2 (décompte final) d'un montant : 9 863 400 FCFA par virement bancaire CNCAS/SL N°2355 du 27/08/2014 au profit de ENTREPRISE THIAYTOU. Montant : 1 775 412 F CFA pour le règlement des impôts chèque du Trésor N°0193397 du 30/12/2014). NB : Des pénalités de retard ont été prélevées conformément aux dispositions du marché en cas de retard dans la livraison des travaux.

Montant des pénalités de retard : 336 600 FCFA HT. Les paiements sont conformes aux clauses contractuelles.

- Lot 3 : Avance de démarrage de Montant : 10 720 000 FCFA par chèque bancaire CNCAS Saint-Louis N°7646219 du 02/04/2014 au profit de ESI SARL. Montant : 1 929 600 F CFA pour le règlement des impôts Chèque du Trésor N° 0120758 du 02/06/2014 // Décompte N°1 de 25 664 000 FCFA payé par chèque bancaire CNCAS/SL N°7646738 du 14/05/2014 au profit de ESI SARL. Montant : 4 619 520 F CFA pour le règlement des impôts chèque du Trésor N°0120758 du 02/06/2014) // Décompte N°2 (décompte final de 17 216 000 FCFA par chèque bancaire CNCAS/SL N°7721237 du 19/06/2014 au profit de ESI SARL. Montant : 3 098 880 F CFA pour le règlement des impôts chèque du Trésor N°0120792 du 06/08/2014). Les pénalités de retard ne sont pas prélevées.
- Lot 4 : Décompte N°1 de 40.000.000 FCFA par virement bancaire CNCAS Saint-Louis N°1615 du 20/06/2014 au profit de ENTREPRISE THIAYTOU. Montant de 7 200 000 F CFA pour le règlement des impôts Chèque du Trésor N° 0120792 du 06/08/2014) // Décompte N°2 (décompte final) de 20.000.000 FCFA par virement bancaire CNCAS/SL N°1713 du 03/07/2014 au profit de ENTREPRISE THIAYTOU. Montant : 3.600.000 F CFA pour le règlement des impôts chèque du Trésor N°0120792 du 06/08/2014.

### **Recommandation :**

Centraliser et archiver les documents de passations des marchés au niveau de la CPM.

### **Marchés conclus par AOR**

Trois marchés conclus par Appel d'offres restreint figurant sur l'échantillon ont été vérifiés.

<b>❖ M4 : Marché de « Travaux d'aménagement de périmètres irrigués villageois (PIV) prévus dans la vallée du Fleuve Sénégal dans le cadre du PRACAS » / 10 lots N°14.18.41/2014 à 14.18.49/2014</b>		
<b>Référence : AOR / T_DAIH_071/</b>		
<b>Titulaire</b>	<b>Lot</b>	<b>Montant FCFA TTC</b>
<b>CANEX SUARL</b>	<b>Lot 01 :</b>	<b>550.000.000</b>
	<b>Lot 10:</b>	<b>620 300 040</b>
<b>SOTRACOM</b>	<b>Lot 02 :</b>	<b>1.981.916.379</b>
	<b>Lot 07:</b>	<b>1 949 701 558</b>
<b>EIFFAGE SENEGAL</b>	<b>Lot 04 :</b>	<b>1.996.720.008</b>
<b>SOTRAPBAT</b>	<b>Lot 05:</b>	<b>985.901.800</b>
	<b>Lot 06:</b>	<b>209 863 000</b>
<b>CONSTRUCÔNES SENEGAL</b>	<b>Lot 08:</b>	<b>872 809 323</b>
<b>EQUIPEMENT LAHA</b>	<b>Lot 09:</b>	<b>353 520 330</b>

Les constats sont les suivants :

- 1) Le marché est mentionné dans le PPM de 2014.



- 2) Le marché est mentionné dans l'avis général de passation de marchés,
- 3) La lettre d'invitation N°1499/SAED/DG/CPM du 08 Juin 2014 a été envoyé à dix (10) candidats constituant la liste restreinte
- 4) L'ouverture des offres a été faite en séance publique mais, lecture des offres à haute voix n'a pas été mentionnée sur le PV d'ouverture.
- 5) La DCMP a contrôlé et donné son avis sur la procédure :
  - a. le 02 Juin par lettre n° 01189/MEF/DCMP/SRMPPS/062 et le 05 Juin 2014 par lettre n°01209/MEF/DCMP/SRMPPS/062, sur le Dossier d'Appel d'Offres ainsi que sur la liste restreinte des entreprises pressenties par la SAED ;
  - b. le 07 Juillet 2014 par lettre n°01311/MEF/DCMP/SRMPPS/071, sur le rapport d'analyse des offres et du PV d'attribution provisoire;
  - c. le 21 Juillet 2014 par lettre n°1364/MEF/DCMP/SRMPPS/73 sur la décision d'attribuer le marché aux candidats proposés pour les lots.
  - d. le 12 Août 2014 par lettre n°1424/MEF/DCMP/SRMPPS/82 et le 1<sup>er</sup> Septembre 2014 par lettre n°01508/MEF/DCMP/SRMPPS/93, la DCMP donne son Avis de non objection à l'attribution provisoire du marché aux soumissionnaires cités dans la lettre (n°1364/MEF/DCMP/SRMPPS/73) ci-dessus mentionnée ;
- 6) **La Disposition de La Retenue de Garantie (Article 7.2.1 du CCAP) est mal libellée.** En effet, au lieu de « A défaut de fourniture d'une garantie de bonne exécution, une retenue de garantie de 5% sera prélevée sur les décomptes présentés par l'entreprise », il faut dire simplement : « une retenue de garantie de 5% sera prélevée sur les décomptes présentés par l'entreprise » car cette retenue de garantie est différente de la Garantie de bonne exécution qui doit être constitué en totalité lors de la signature du marché.
- 7) La GBE a été fournie par les titulaires des marchés qui sont CANEX, SOTRACOM, SOTRAPBAT, CONSTRUCÔNES, LAHAT. Celle de EIFFAGE n'a pas été présentée a la mission.
- 8) Tous les marchés ont été approuvés par l'Autorité compétente en l'occurrence ici : le Directeur Général de la SAED.

**La situation des paiements effectués est la suivante:**

➤ **Marché T.14.1841/2014 Lot 01 : CANEX**

- avance de démarrage (Facture n° 001/2014/Lot 01 du 25/09/2014): 60 000 000 F HTVA (OV CNCAS du 03/10/2014 ;
- reliquat avance de démarrage (Facture n° 001/2014/Lot 01 du 25/09/2014) : 33 220 339 F HTVA (CHQ CNCAS N°9763258 du 23/10/2014 ;
- décompte 01 (Facture n°01 du 11/11/2014) : 87 653 000 FHTVA (CHQ 9763302)
- reliquat décompte 01 (Facture n°01 du 11/11/2014) : 65 862 880 FHTVA (CHQ TRS n°120849 du 15/12/2014)
- reliquat décompte 01 (Facture n°01 du 11/11/2014): 14 137 120 FHTVA (CHQ CNCAS 0013976 du 10/02/2015) ;
- décompte provisoire n°02 de Janvier 2015 : 60 709 177 FHTVA (CHQ CNCAS 9763396.

➤ **Marché T.14.18.42/2014 SOTRACOM**

- Avance de démarrage (Décompte n°00 du 12/09/2014): 100 000 000 FHTVA (OV CNCAS 2643 du 19/09/2014) ;
- Reliquat A.D (Décompte n°00 du 12/09/2014) : 100 000 000 FHTVA (CHQ CNCAS 7721263 du 23/10/2014) ;
- Reliquat A.D (Décompte n°00 du 12/09/2014) :100 000 000 FHTVA (CHQ CNCAS 7721267 du 24/10/2014) ;
- Reliquat A.D (Décompte n°00 du 12/09/2014) : 35 918 030 FHTVA (CHQ CBAO 8553811 du 19/11/2014) ;
- Décompte 01 : 481 409 363 F TTC (CHQ TRS 0193367 du 18/12/2014).

➤ **Marché T.14.18.43/2014 EIFFAGE SENEGAL**

- Avance de démarrage (Facture n°1547/00 du 24/10/2014): 399 344 002 F TTC (CHQ TRS 193352 du 16/09/2014) ;

➤ **Marché T.14.18.44/2014 SOTRAPBAT**

- Avance de démarrage (Facture s.n du 17/09/2014) :67 102 000 F HTVA (CHQ CNCAS 9746342 du 03/10/2014) ;
- Reliquat A.D (Facture s.n du 17/09/2014) :100 000 000 F HTVA (CHQ CNCAS 7721266 du 24/10/2014) ;
- Facture n° 001 :109 658 795 F HTVA (CHQ TRS 0193375 du 23/12/2014)

➤ **Marché T.14.18.45/2014 SOTRAPBAT.NET**

- Facture d'Avance de démarrage du 26/09/2014 :35 570 000 F HTVA (CHQ CNCAS 9746336 du 02/10/2014)

➤ **Marché T.14.18.46/2014 SOTRACOM**

- Avance de démarrage (Décompte 00 du 12/09/2014) 100 000 000 F HTVA (OV n°2644/SAED/DFC du 18/09/2014) ;
- Reliquat A.D (Décompte 00 du 12/09/2014) : 100 000 000 F HTVA (CHQ CNCAS 7721262 du 23/10/2014) ;
- Reliquat A.D (Décompte 00 du 12/09/2014) : 100 000 000 F HTVA (CHQ CNCAS 9763300 du 20/11/2014) ;
- Reliquat A.D (Décompte 00 du 12/09/2014) : 100 000 000 F HTVA (CHQ SGBS 9398465 du 19/11/2014) ;
- Décompte n°01 du 25/11/2014 :608 924 996 F HTVA (CHQ TRS 0193378 du 29/12/2014) ;

➤ **Marché T.14.18.47/2014 RC CONSTRUÇÕES**

- Facture Avance 1/2014[FAA] du 24/09/2014 : 147 933 783 F HTVA (CHQ CNCAS 9763299 du 18/11/2014) ;
- Facture n° 61/2014[FA] du 16/12/2014 : 155 031 087 F HTVA (CHQ TRS 0193354 du 16/12/2014) ;
- Facture n° 67/2014[FA] du 31/11/2014 :78 867 027 F HTVA (CHQ TRS 0193396 du 30/12/2014) ;
- Facture 74/2014[FA] du 31/12/2014 : 93 109 683 F HVTA (CHQ BIS 0000002 du 10/02/2015) ;
- Facture n°07/2015[FA] du 31/01/2015 :81 011 717 F HTVA (CHQ BIS 000004 du 25/02/2015) ;

➤ **Marché T.14.18.48/2014 EQUIPEMENT LAHAT**

- Facture d'Avance de démarrage du 29/09/2014 : 59 918 700 F HTVA (CHQ CNCAS 7721265 du 23/10/2014) ;

➤ **Marché T.14.18.49/2014 CANEX**

- Facture d'Avance de démarrage n°001/2014/Lot10 : 50 000 000 F HTVA (CHQ CNCAS 9763232 du 09/10/2014) ;
- Reliquat A.D (Facture d'Avance de démarrage n°001/2014/Lot10) : 55 135 600 F HTVA (CHQ CNCAS 9763242 du 16/10/2014)

### Recommandations :

- Bien rédiger la clause relative a la retenue de garantie en mettant « une retenue de garantie de 5% sera prélevée sur les décomptes présentés par l'entreprise » car cette retenue de garantie est différente de la Garantie de bonne exécution qui doit être constitué en totalité lors de la signature du marché.
- Archiver les documents de passation des marchés au niveau de la CPM.
- Veiller au respect des modalités de paiements ;

<b>❖ M5 : Marché pour la « Réfection de périmètres irrigués villageois, d'axes hydrauliques et ouvrages associés prévus dans la délégation de Dagana dans le cadre du programme de relance et d'accélération de la cadence de l'agriculture au Sénégal (PRACAS) »</b>		
<b>Référence : AOR . T_DAM_18/</b>		
<b>Montant : 1 113 394 900 FCFA TTC</b>		
<b>Lot</b>	<b>Titulaire</b>	<b>Montant</b>
<b>LOT1 :</b>	<b>GIE THIAYTOU</b>	<b>254 490 600</b>
<b>LOT2 :</b>	<b>COUMBA NOR THIAM (CNT)</b>	<b>280 043 500</b>
<b>LOT3 :</b>	<b>COUMBA NOR THIAM (CNT)</b>	<b>271 282 000</b>
<b>LOT4 :</b>	<b>TRAVAUX AGRICOLES DU FLEUVE Sarl (TAF)</b>	<b>307 578 800</b>

Les constats sont les suivants :

- 1) Le marché est indiqué dans le PPM P\_SAED\_2014\_15 transmis à la DCMP.
- 2) Le marché est indiqué dans l'avis général de passation de marchés, publié par l'Autorité contractante dans le journal LE SOLEIL du 18/12/2013.
- 3) Le Dossier d'Appel d'Offres inclut les informations suivantes : les Instructions aux Candidats, les données particulières de l'Appel d'Offres, les formulaires de soumission, le cahier des clauses techniques, le cahier des clauses administratives générales, le Cahier des Clauses Administratives Particulières et les formulaires du Marché. Mais la clause relative à la GBE est mal libellée.
- 4) Le délai d'un mois minimum accordé pour le dépôt des offres nationales de 30 jours est respecté, date de lancement le : 30 Novembre 2013.
- 5) L'ouverture des offres a été conforme à la réglementation
- 6) Les offres ont été ouvertes le 26 juin 2014 à 09H30MN en présence des membres de la Commission des Marchés habilités, d'un rapporteur de La SAED et des représentants des soumissionnaires. Un PV d'ouverture des plis a été établi à cet effet.
- 7) Le délai d'évaluation a été respecté, il a été de 14 jours.
- 8) Des lettres de notification d'attribution ont été adressées aux candidats retenus.
- 9) La lettre de non attribution à ECOTRA est non archivée.
- 10) Le marché a été approuvé par l'autorité compétente, le Directeur Général de la SAED.
- 11) Il a été noté des contrôles et avis de la DCMP sur le marché :

- a. Avis sur dossier d'appel d'offres (DAO) et constitution d'une liste restreint N°001233/MEF/DCMP/SRMPPS/061
- b. Avis sur rapport d'analyse comparative des offres et procès verbal (PV) d'attribution provisoire N°001427/MEFP/DCMP/SRMPPS/82 du 12/08/2014
- c. Avis d'immatriculation du 20/08/2014

12) Les garanties d'avance de démarrage ont été fournies mais pas les GBE :

- a. LOT1 : Caution de restitution d'avance N°022/2014 de la BNDE
- b. LOT2 : Caution de restitution d'avance N°0107.0072 de la BICIS Groupe BNP PARIBAS.
- c. LOT3 : Caution de restitution d'avance N°0107.0073 de la BICIS Groupe BNP PARIBAS.

**La situation des paiements est la suivante :**

- a. LOT1 : **Avance de démarrage** : Chèque CNCAS n° 9763298 du 14/11/2014 d'un montant de 43 143 000 F CFA HTVA soit 20% du marché. // **Décompte n°1** : Chèque Trésor Public n°193358 du 16/12/2014 d'un montant de 27 648 750 F CFA HTVA (après déduction de l'avance de démarrage 20% et de la retenue de garantie 5%). // **Décompte n°2** : Chèque Trésor Public n°193445 du 22/01/2015 d'un montant de 75 851 250 F CFA HTVA (après déduction de l'avance de démarrage 20% et de la retenue de garantie 5%). le marché est en cours
- b. LOT2 : **-Avance de démarrage** : Virement d'un montant de 47 465 000 F CFA HTVA au profit de CNT Suarl soit 20% du marché. // **Décompte n°1** : Virement d'un montant de 17 152 500 F CFA HTVA au profit de CNT Suarl. (après déduction de l'avance de démarrage 20% et de la retenue de garantie 5%). // **Décompte n°2** : Virement d'un montant de 42 000 000 F CFA HTVA au profit de CNT Suarl. (après déduction de l'avance de démarrage 20% et de la retenue de garantie 5%). // **Décompte n°3** : Chèque Banque Atlantique n°2412978 du 27/02/2015 d'un montant de 105 746 250 F CFA HTVA. (après déduction de l'avance de démarrage 20% et de la retenue de garantie 5%). le marché est en cours.
- c. LOT3 : **-Avance de démarrage** : Virement d'un montant de 45 980 000 F CFA HTVA au profit de CNT Suarl soit 20% du marché. // **-Décompte n°1** : Virement d'un montant de 12 285 000 F CFA HTVA au profit de CNT Suarl. (après déduction de l'avance de démarrage 20% et de la retenue de garantie 5%). // **Décompte n°2** : Chèque Trésor Public n°193357 du 19/12/2014 d'un montant de 41 797 500 F CFA HTVA. (après déduction de l'avance de démarrage 20% et de la retenue de garantie 5%). Le marché est en cours.
- d. LOT4 : **Avance de démarrage** : Chèque CNCAS n° 9763241 du 16/10/2014 d'un montant de 52 132 000 F CFA HTVA soit 20% du marché. // **Décompte n°1** : Chèque CNCAS n°976396 du 14/11/2014 d'un montant de 51 967 500 F CFA HTVA. (après déduction de l'avance de démarrage 20% et de la retenue de garantie 5%). // **Décompte n°2** : Chèque Trésor Public n°193441 du 31/12/2014 d'un montant de 27 303 750 F CFA HTVA. (après déduction de l'avance de démarrage 20% et de la retenue de garantie 5%). // **Décompte n°3** : Chèque Banque Atlantique n°2412976 du 24/02/2015 d'un montant de 34 218 750 F CFA HTVA. (après déduction de l'avance de démarrage 20% et de la retenue de garantie 5%). le marché est en cours.

13) La procédure de passation n'a pas fait l'objet de recours.

### *Recommandations :*

- Bien rédiger la clause relative a la retenue de garantie en mettant « une retenue de garantie de 5% sera prélevée sur les décomptes présentés par l'entreprise » car cette retenue de garantie est différente de la Garantie de bonne exécution qui doit être constitué en totalité lors de la signature du marché.
- Veiller a la fourniture de la GBE par le prestataire conformément aux clauses contractuelles.
- Archiver les documents de passation des marchés.

❖ ***M6 : Marché pour la « Fourniture et installation de groupes motopompes dans le Delta et la Vallée du fleuve Sénégal au Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS)/Attestation d'existence de crédit N°0043/SAED/DFC du 05/08/2014 d'un montant global prévu de 19 100 000 000 F CFA ».***

***Référence : AOR. T\_DAM\_074/***

***Montant : 3 000 000 000 F CFA TTC***

***Titulaire : TSE-AFRIQUE.SA***

Les constats sont les suivants :

- 1) Le marché est indiqué dans le PPM P\_SAED\_2014\_15 transmis à la DCMF ;
- 2) Le marché est indiqué dans l'avis général de passation de marchés, publié par l'Autorité contractante dans le journal LE SOLEIL du 18/12/2013
- 3) Le Dossier d'Appel d'Offres est conforme et pertinent. Il inclut les informations suivantes : les Instructions aux Candidats, les données particulières de l'Appel d'Offres, les formulaires de soumission, le cahier des clauses techniques, le cahier des clauses administratives générales, le Cahier des Clauses Administratives Particulières et les formulaires du Marché.
- 4) Les critères de qualifications sont neutres et pertinents et ne sont pas orientés pour favoriser un soumissionnaire. Il s'agit : des critères de provenance, de la situation financière, de l'expérience du candidat, des moyens matériels (à mobiliser et exigé par lot) et moyens humains (personnel à affecter exigé par lot).
- 5) L'ouverture des offres a été conforme à la réglementation : Les offres ont été ouvertes le 19 juin 2014 à 09h 30mn en présence des membres de la Commission des Marchés habilités et des représentants des soumissionnaires. Un PV d'ouverture des plis a été établi à cet effet et a été transmis aux soumissionnaires sur décharge de leur représentant sur le bordereau de transmission
- 6) Lettres de notification d'attribution aux candidats : N°1855/SAED/DG/CPM du 15/07/2014 à TSE.
- 7) Lettres de notification de non attribution aux candidats non retenus: N°1856/SAED/DG/CPM du 15/07/2014 à NEGODIS, N°1854/SAED/DG/CPM du 15/07/2014 à AGRIPRO.

- 8) Les garanties requises sont prises en compte : Garantie de soumission (30 000 000 F CFA valable pendant Vingt Huit (28) jours à compter de l'expiration de la durée de validité des offres) ; Garantie de bonne exécution (5% du marché).
- 9) Le contrat a été signé par le Directeur de l'Aménagement et de la Maintenance de la SAED et le Directeur de TSE le 01/08/2014 et enregistré au niveau du Centre des Services Fiscaux de Saint-Louis Bureau du Recouvrement le 27 Août 2014.
- 10) Le contrat a été approuvé par le Directeur Général de la SAED le 04/08/2014.
- 11) Des contrôles et avis de la DCMP ont été notés sur le marché Suite à la demande d'autorisation de passer des marchés par AOR N°1096 CPM/DG/SAED du 29/04/2014 en invoquant l'urgence comme motif:
- Avis sur dossier d'appel d'offres (DAO) et constitution d'une liste restreinte N°001190/MEF/DCMP/SRMPPS/054 du 02/06/2014.
  - Avis sur rapport d'analyse comparative des offres et procès verbal (PV) d'attribution provisoire N°001361/MEFP/DCMP/SRMPPS/73 du 21/07/2014
  - Avis de non objection avant approbation sur projet de marché N°001392/MEFP/DCMP/SRMPPS/73 du 25/07/2014
  - Avis d'immatriculation N°001463/MEFP/DCMP/SRMPPS/82 du 20/08/2014
- 12) La Garantie de bonne exécution n°07600 de 150 000 000 F CFA du 08/10/2014 a été fournie
- 13) La réception a été effectuée par le Directeur de la DAM, le Chef de la Division Maintenance des Equipements Electromécaniques (DME), le Chef de la Section Electromécanique (SEM) de la SAED et des représentants de TSE se sont rendus sur le site pour procéder à la réception des équipements, un procès verbal de réception (absence de date) a été établi et aucune observation n'a été notée
- 14) La situation des paiements est la suivante:
- Le décompte n°1 (90%) d'un montant de 2.700.000.000 F CFA a été payé par chèques du Trésor Public N°0120843 de 2.000.000.000 F CFA du 27/11/2014 et N°0112994 de 700 000 000 FCFA du 27/11/2014

15) La procédure de passation n'a pas fait l'objet de recours

***La passation de ce marché a été satisfaisante.***

### **3.1.1 Marchés de prestations intellectuelles**

Deux marchés sur l'échantillon ont été passés en revue.

❖ ***M7 : Marché pour l'« Etude de faisabilité du fonds de maintenance des trois adducteurs Dioulol, Diamel et ancienne Tahouey dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'Actions de l'Audit de la Maintenance des IHA »;***  
***Marché passé après un Appel à Manifestation d'Intérêt/ Marché n°14.13.06/2104 / L'attestation d'existence de crédit a été fournie sous le n°00712/SAED/DFC du 26/11/2014 ;***

*Marché en cours*

*Référence : DP/ APMI : C\_DAM\_021 /*

*Montant : 88 704 850 FCFA TTC*

*Titulaire : SETICO*

Les constats sont les suivants :

- 1) Le marché est indiqué dans le PPM de 2014 transmis à la DCMP ; référence P\_SAED\_1
- 2) Le marché est mentionné dans l'avis général de passation de marchés, publié par l'Autorité contractante dans le journal: « LE SOLEIL » du 19 Décembre 2013
- 3) L'Appel à Manifestation Public d'Intérêt a été publié dans le journal « LE SOLEIL » du 13-14 novembre 2013
- 4) La DP ainsi que les TDR sont neutres et ne comportent pas de critères orientés sur un candidat
- 5) **Les accusés de réception des lettres d'invitation ne sont pas archivées.**
- 6) Les propositions techniques ont été ouvertes en séance publique en présence des membres de la commission des marchés habilités, du rapporteur de la SAED 16/09/2014 à 09 h 30 mn en présence des représentant des trois bureaux short-listés qui ont tous répondu à l'invitation
- 7) Le PV d'attribution des propositions techniques a été établi le 30 septembre 2014 et celui des offres financières le 14 octobre 2014 soit 14 jours après. L'attribution provisoire a été prononcée le même jour.
- 8) L'attribution provisoire a été publiée dans le journal « LE SOLEIL » du 19 octobre 2014 conformément à la réglementation.
- 9) Le marché a été souscrit et signé par le Directeur Général de SETICO et le Directeur de la DAM de la SAED le 20/11/2014. Il a été approuvé le même jour par le directeur de la SAED.
- 10) Le marché a été enregistré au niveau du bureau de recouvrement de DAKAR-PLATEAU le 16/12/2014
- 11) L'attribution définitive a été publiée dans le journal LE SOLEIL (la date et le numéro du journal n'apparaissent pas sur la copie fournie). Elle a été conforme à la réglementation et contient les informations suivantes
- 12) Des contrôles et avis de la DCMP ont été notés sur le marché (si requis)
  - a. -Avis sur le rapport d'analyse comparative des offres et et le Procès-verbal (PV) d'attribution provisoire par lettre n°001919/MEFP/DCMP/SRMPPS/125 du 05/12/2014
  - b. -Avis d'immatriculation N°00174/MEFP/DCMP/SRMPPS/125 du 05/12/2014
- 13) **Les paiements n'ont pas été faits conformément au contrat** qui stipule « tous les paiements effectués au titre du présent marché seront versés au compte du consultant spécifié



dans les CG » : l'Avance de démarrage a été payée par chèque du CREDIT AGRICOLE N° 0013978 pour un montant de 15 068 690 F CFA HTVA du 10/02/2015

14) Les garanties requises ont été remises par le prestataire:

- a. Garantie de bonne exécution : N°579/2014 ECOBANK de 3 767 172 FCFA
- b. Caution d'avance de démarrage : N°580/2014 ECOBANK de 15 068 690 FCFA HTVA

15) Le marché a été notifié le 16/12/2014 et l'Ordre de Service N°1 de la SAED est reçu le 07/01/2015, **d'où un léger retard** sur la production du **rapport d'orientation méthodologique** qui aurait dû être produit 2 semaines à partir de la date de démarrage de la mission soit le 21/01/2015/

### **Recommandation :**

Veiller au respect des délais par le prestataire.

❖ *M8 : marché pour la « Supervision et contrôle des travaux de maintenance des adducteurs, émissaires de drainage et des infrastructures d'intérêt général dans les délégations de DAGANA, PODOR et MATAM ».*

*LOT1 : Supervision et contrôle des travaux de maintenance des adducteurs et émissaires de drainage prévus dans les délégations de DAGANA et PODOR./ LOT2 : Supervision et contrôle des travaux de maintenance des infrastructures d'intérêt général prévus dans les délégations de DAGANA, PODOR et MATAM/ Marché passé après un Appel à Manifestation d'Intérêt*

*Référence : DP/APMI : C\_DAM\_017/*

<i>Lot</i>	<i>Titulaire</i>	<i>Montant FCFA TTC</i>
<i>Lot1</i>	<i>TRANSECOR/SETADE</i>	<i>28 025 000</i>
<i>Lot2</i>	<i>SETICO Ingénieurs Conseils</i>	<i>45 430 000</i>

Les constats sont les suivants :

- 1) Le marché est indiqué dans le PPM DE 2014.
- 2) Le marché est mentionné dans l'avis général de passation de marchés, publié par l'Autorité contractante dans le journal: « LE SOLEIL » du 19 Décembre 2013.
- 3) L'Appel à Manifestation Public d'Intérêt a été publié dans le journal « LE SOLEIL » du 13-14 novembre 2013.
- 4) La date limite de dépôt des manifestations d'intérêt est le 28 Novembre 2013 à 9H 30 MN soit 15 jours entre la date de lancement et la date de dépôt
- 5) Un Appel à Manifestation d'Intérêt a précédé la Demande de proposition.
- 6) Une Liste restreinte de sept candidats a pu de ce fait, être consultée.
- 7) Une lettre d'invitation datée du 20/12/2013 leur a été envoyée pour une date limite de dépôt des propositions fixée au 23/01/2014, Soit un délai de 34 jours.
- 8) Les accusés de réception des lettres d'invitation n'ont pas été présentés à la mission.



- 9) Les propositions techniques ont été ouvertes en séance publique le 23/01/2014 en présence des représentant des bureaux. Sur les sept (7) candidats sélectionnés, Six (6) ont répondu à l'appel
- 1) Invitation à l'ouverture des offres financières: l'accusé de réception n'a pas été retrouvé pour EDEN : 019 SAED/CPM/CSGM du 31/01/2014.
- 2) L'attribution définitive a été publiée dans le journal « LE SOLEIL », mais sur la copie remise la date et le numéro du journal n'apparaissent pas sur la copie fournie. Faire attention à bien archiver les documents de PM.
- 3) Le PV des offres techniques a été établi le jeudi 30 janvier 2014 et celui des offres financières le 13 février 2014 soit 14 jours après.
- 4) L'attribution provisoire a été publiée dans le journal « LE QUOTIDIEN » du 09 Mars 2011.
- 5) LOT1: Une attestation d'existence de crédit a été fournie sous le N°00259/SAED/DFC du 09/04/2014. Le marché a été souscrit et signé par le Directeur Général de TRANSECOR et le Directeur de la DAM de la SAED le 07/04/2014. Le Marché a été approuvé le 08 AVRIL 2014 par le directeur de la SAED et enregistré au niveau du bureau de recouvrement de DAKAR-LIBERTE le 05/05/2014
- 6) LOT2: Une attestation d'existence de crédit a été fournie sous le N°00113/SAED/DFC du 14/03/2014. Le marché a été souscrit et signé par le Directeur Général de SETICO et le Directeur de la DAM de la SAED le 12/03/2014. Le Marché a été approuvé le 13 MARS 2014 par le directeur de la SAED et enregistré au niveau du bureau de recouvrement de DAKAR-PLATEAU le 08/04/2014
- 7) Non fourniture de la garantie de bonne exécution qui est de 5% du montant TTC et non HT.
- 8) Non respect des modalités de paiements stipulés dans les conditions particulières du marchés (clause 6.4(e)) (paiement par chèque au lieu de virement)

La situation des paiements doit systématiquement être répercutée à la CPM. Elle est la suivante :

***Groupeement TRANSECOR/SETADE :***

- Décompte N°1 : Chèque CREDIT AGRICOL E N°7721246 de 5 225 000 F CFA HTVA du 01/07/2014
- Décompte N° 2: Chèque CREDIT AGRICOLE N°7646312 de 5 225 000 F CFA HTVA du 23/07/2014
- Décompte N°3 : Chèque CREDIT AGRICOLE N°7646318 de 5 225 000 F CFA HTVA du 02/09/2014
- Décompte N°4 (final) : Chèque CREDIT AGRICOL E N°9763294 de 6 887 500 F CFA HTVA du 12/11/2104

***SETICO INGENIERIE CONSEIL :***

- Décompte 1 : Chèque CREDIT AGRICOLE N°7646310 de 6 507 500 F CFA HTVA du 01/07/2014.
- Décompte 2 : Chèque BICIS N°9555631 de 6 507 500 F CFA HTVA du 23/07/2014.
- Décompte 3 : Chèque CREDIT AGRICOLE N°7646317 de 7 291 250 F CFA HTVA du 02/09/2014.
- Décompte 4 : Chèque CDREDIT AGRICOL N°7646320 de 7 291 250 F CFA HTVA du 30/09/2014.
- Décompte 5 : Chèque CREDIT AGRICOLE N°7646301 de 5 557 500 F CFA HTVA du 05/11/2014.

- Décompte 6 : Chèque CREDIT AGRICOLE N°7646344 de 2 375 000 F CFA HTVA du 08/12/2014.
- Décompte 7 : Chèque CREDIT AGRICOLE N°7646348 de 1 045 000 F CFA HTVA du 31/12/2014.

Le marché est en cours. Les garanties requises ont été remises : -Retenue de garantie pour LOT1 : 1 187 500 F CFA HTVA au décompte N°4 (final)/ LOT2 : 1 541 250 F CFA HTVA au décompte N° 7

### **Recommandations :**

- Archiver les documents de passations des marchés ;
- Veiller à la fourniture de la garantie de bonne exécution par le prestataire si requis par les clauses contractuelles ;
- Veiller au respect des modalités de paiements ;
- Informer la CPM de la situation des paiements relatifs aux marchés.

### **3.1.2 Marchés conclus par DRP**

Les quatre marchés de DRP de l'échantillon ont été vérifiés par la mission.

❖ **M9 : Marché pour la « Fourniture et Installation d'échelles limnimétriques aux stations de pompe et sur les défluent des Délégations de Podor et Dagana » (14.03.07/2014)**

**Référence : DRP/ F\_DAIH\_077**

**Montant : 14 563 650 FCFA TTC**

**Titulaire : SOFIDIS Sarl**

Les constats ci-après ont été observés:

- 1) Le marché est mentionné dans le PPM DE 2013.
- 2) L'examen de la DRP ne révèle des pratiques de fractionnement
- 3) L'attestation d'existence de crédit (AEC) n'a pas été archivée dans les dossiers de passation des marchés disponibles au niveau de la CPM.
- 4) Les convocations des réunions de la CM relatif à ce marché ne sont pas archivées et ne permettent pas à l'auditeur d'émettre une opinion.
- 5) Le contrat est signé par le Directeur de la DAIH (habilité par la Décision n°0004/SAED/DG/CPM du 06 Janvier 2014) et le Directeur Financier et Comptable qui n'a pas été habilité. Le marché a été approuvé le 28 Août 2014 par le Directeur Général.
- 6) la Commission de réception n'est composée que d'un seul membre de la SAED, un Chef de Projet de la DAIH et le prestataire. Ce qui n'est pas conforme. Observation : de formaliser par des actes écrits, la mise en place des commissions de réception en fonction de la nature des prestations sollicitées.
- 7) **Non application des pénalités de retard** : un retard d'un mois 17 jours a été noté par rapport au délai prévu de livraison. Date de réception de l'Ordre de Service : 03/10/2014/ Date de réception provisoire : 20/01/2014 ;
- 8) non publication des résultats sur le site des marchés publics.

**Situation des paiements :**

- Avance de démarrage (Facture n°035/AV/2014 du 22/09/2014) : 2 468 400 Fcfa HTVA (CHQ CNCAS n°9746280 du 29/09/2014) ;
- Facture n°028/FD/2015 du 12/01/2015 : 9 873 600 Fcfa TTC (CHQ CNCAS n°9763367 du 05/02/2015). Ainsi la totalité du montant HTVA (12 342 000 F) du marché est réglé.

### Recommandations :

- Archiver, au niveau de la CPM, l'AEC ainsi que tous les autres documents relatifs aux marchés passés par l'AEC ;
- Convoquer les membres de la CM en y mettant les formes et en respectant le délai de cinq jours francs ;
- Publier les résultats des DRP sur le site des marchés publics conformément à l'article 78 du CMP,
- **Formaliser les commissions de réception en prenant des actes écrits et en précisant les responsabilités des différents membres.** Ces derniers doivent, au moment des réceptions, être plus d'un pour l'AC et au moins un représentant du prestataire.
- **Appliquer les pénalités de retards.**

<p>❖ <b>M10 : Marché pour « la location et l'installation de tentes bâchées équipées à Aéré-Lao et Bakel » (14.07.08/2014 &amp; 14.07.09/2014; montant total: 29 452 800 FCFA TTC</b></p> <p><b>Référence: DRP/ S_DRHA_086</b></p>		
<b>Titulaire :</b>	<b>Lot</b>	<b>Montant FCFA TTC</b>
<b>Khelcom Bâches</b>	<b>Lot 1 :</b>	<b>14 679 200</b>
	<b>Lot 2 :</b>	<b>14 773 600</b>

Les constats sont les suivants :

- 1) Le marché est mentionné dans le PPM DE 2013
- 2) L'examen des DRP ne révèle des pratiques de fractionnement
- 3) L'attestation d'existence de crédit (AEC) n'a pas été archivée dans les dossiers de passation des marchés disponibles au niveau de la CPM.
- 4) Des mails ont été envoyés à tous les candidats présélectionnés, mais seuls deux d'entre eux ont accusé réception malgré plusieurs relances de la SAED. Cela ne permet pas de se faire une opinion sur le traitement équitable des prestataires et sur la fiabilité de la procédure.
- 5) **Pas de convocations écrites des membres de la CM**, ils ont été informés verbalement de la tenue de la réunion d'ouverture des plis. **Ce qui n'est pas conforme à l'article 67 du CMP.**
- 6) **Les résultats de la DRP n'ont pas été publiés sur le site des marchés publics en violation de l'article 78 du CMP.**
- 7) La réception des prestations a été conforme. Elle a été faite avec le représentant du prestataire par un Comité composé du Chef de la Division Administration générale de la DRHA et du Chef de la Cellule Informatique et Communication.

**Situation des paiements :**

- Les Factures n°15/1014 et n°16/10/14 du 27 Octobre 2014 d'un montant de 24 960 000 FCFA (HTVA) pour les des deux (2) lots ont été payées par CHQ TRS n°0193400 du 30/12/2014.

### **Recommandations :**

- Archiver, au niveau de la CPM, l'AEC ainsi que tous les autres documents relatifs aux marchés passés par l'AEC ;
- Assurer la traçabilité des informations afin de permettre à l'auditeur de se faire une opinion sur le déroulement des procédures ;
- Convoquer les membres de la CM en y mettant les formes et en respectant le délai de cinq jours francs ;
- Publier les résultats des DRP sur le site des marchés publics conformément à l'article 78 du CMP,

❖ **M11 : Marché pour la « Construction d'un local à la Direction Générale et réfection d'un Centre de documentation et d'archivage »**

**Lot 1 : construction d'un local à la Direction Générale -**

**Lot 2 : Réfection d'un centre de documentation à la Direction Générale de la SAED**

**Référence :     DRP/ T\_DRHA\_010**

<b>Lot</b>	<b>Titulaire :</b>	<b>Montant FCFA TTC</b>
<b>Lot 1</b>	<b>GIE Ousmane Sangaré</b>	<b>4 747 170</b>
<b>Lot 2</b>	<b>Général Distribution Express (GDE)</b>	<b>17 867 312</b>

Les constats sont les suivants :

- 1) La DRP est indiquée dans le PPM transmis à la DCMP.
- 2) Tous les candidats présélectionnés ont reçu la lettre d'invitation n° 2661 du 19/09/2014 et ont également émargé sur le Bordereau de Transmission de pièces (avec cachet à l'appui pour APRECOM et GIE NORD BAT).
- 3) Les offres ont été ouvertes à la date et à l'heure indiquée sur la lettre d'invitation adressée aux candidats en séance publique. La séance a eu lieu dans la salle de Conférence du siège de la SAED. La liste des présences lors de l'ouverture des plis a été versée au dossier mis à notre disposition. Le PVO a été signé par les membres de la commission des marchés officiellement nommés.
- 4) le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disante. Les offres ont été évaluées par les membres habilités à le faire sur la base de critères objectifs et conformément aux conditions prévues dans le dossier de la DRP. Des critères d'évaluation non prévus dans le dossier de demande de prix de prix n'ont pas été utilisés.
- 5) Le contrat a été enregistré au centre des services fiscaux de Saint-Louis à la date du 10 décembre 2014.
- 6) Les résultats de la DRP n'ont pas été publiés sur le site des marchés publics en violation de l'article 78 du CMP.

- 7) Au moment du passage de la mission, le marché était en cours d'exécution.

### **Recommandation :**

Publier les résultats des DRP sur le site des marchés publics conformément à l'article 78 du CMP.

❖ ***M12 : Marché pour la « Construction du mur de clôture de la base du secteur de DAGANA »***

***Référence : PPM 2013 : DRP N° T\_DD\_065***

***Montant : 27 736 570 F CFA TTC***

***Titulaire : APRECOM***

Les constants sont les suivants :

- 1) La DRP est indiquée dans le PPM transmis à la DCMP.
- 2) Tous les candidats présélectionnés ont reçu la lettre d'invitation n° 2862 du 03/12/2013 le 09/12/2013 et ont également émargé sur le Bordereau de Transmission de pièces (avec cachet à l'appui pour APRECOM et GIE NORD BAT).
- 3) Trois (03) offres ont été archivées, les autres n'ont pas été retrouvées.
- 4) le marché a été attribué à l'offre conforme la moins disante. Les offres ont été évaluées par les membres habilités à le faire sur la base de critères objectifs et conformément aux conditions prévues dans le dossier de la DRP. Des critères d'évaluation non prévus dans le dossier de demande de prix de prix n'ont pas été utilisés.
- 5) Tous les soumissionnaires non retenus ont été informés du rejet de leur offre par les lettres de notification N°0081, 0082,0083, 0084 et 0085 SAED/CPM/CSGM du 16 Janvier 2014. L'attributaire a été informé par la lettre de notification d'attribution provisoire N°0078 SAED/DG/CPM/CGSM du 16 Janvier 2014.
- 6) Les résultats de la DRP n'ont pas été publiés sur le site des marchés publics en violation de l'article 78 du CMP.
- 7) Des pénalités de retard ont été prélevées conformément aux dispositions du marché en cas de retard dans la livraison des travaux. Montant des pénalités de retard : 395 209 FCFA TTC.
  - a. Le délai d'exécution des travaux est de deux (02) mois à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage (date de ordre de service de commencer : 10/04/2014).
  - b. Le PV de réception définitive des travaux a été établi à cet effet, le 21 novembre 2014, par les membres de la commission de réception officiellement nommés.

**Les paiements sont conformes aux clauses contractuelles. La situation des paiements se présente ainsi :**

- Avance de Démarrage (20% du montant du marché conformément à l'article 10 du contrat) : Montant : 4 701 114 FCFA par virement bancaire CNCAS/SL N°862 du 07/04/2014 au profit de l'entreprise APRECOM + Montant : 846 200 FCFA par Chèque du trésor N° 0120758 du 02/06/2014 pour le règlement des impôts.
- Décompte N°1 : Montant : 7 547 160 FCFA par virement bancaire CNCAS/SL N°1445 du 02/06/2014 au profit de l'entreprise APRECOM + Montant : 1 358 489 FCFA par Chèque du Trésor N° 193397 du 30/12/2014 pour le règlement des impôts.
- Décompte N°2 : Montant : 7 429 600 FCFA par virement bancaire CNCAS/SL N°2225 du 14/08/2014 au profit de l'entreprise APRECOM + Montant : 1 337 328 FCFA par Chèque du Trésor N° 193397 du 30/12/2014 pour le règlement des impôts.
- Décompte N°3 : Montant : 3 492 771 FCFA par virement bancaire CNCAS/SL N°3704 du 30/12/2014 au profit de l'entreprise APRECOM + Montant : 628 699 FCFA pour les impôts. Nous n'avons pas vu les écritures du virement au trésor.

**NB :** Des pénalités de retard dans la livraison des travaux ont été prélevées conformément aux dispositions du marché. Montant des pénalités de retard : 395 209 FCFA TTC.

### ***Recommandation :***

Publier les résultats des DRP sur le site des marchés publics conformément à l'article 78 du CMP.

### **Marchés passés par ententes directes :**

La SAED n'a pas passé de marché par Entente Directe durant l'exercice 2014.

### **Avenants :**

Aucun avenant n'a été constaté sur la liste des marchés exécutés en 2014 et présentée à la mission.

### **Evaluation des fractionnements potentiels (demandes de cotation, autres acquisitions) :**

**Des fractionnements potentiels ont été relevés sur les acquisitions par demande de cotation.** Un sondage sur les bons de commandes passés durant l'exercice 2014 a permis d'en dresser une liste non exhaustive (Voir annexe 2).

### ***Recommandations :***

- Faire une estimation exhaustive des besoins au moment de l'élaboration du budget et surtout du PPM, afin de bien identifier les marchés à passer dans l'année ;
- Tenir compte des seuils de passation des marchés spécifiés à l'article 53, 78 et à l'arrêté n° 12789 du 26/12/2012 repris avec le nouveau code par l'arrêté n°107/MEF du 07 janvier.



### **Marchés ayant fait l'objet de recours auprès du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP :**

Le Marché pour l'« Achat de véhicules et de Motos (alloté en six lots) » a fait l'objet de recours auprès du CRD par CFA Motors. Les griefs soulevés par les requérants sont les suivants :

- Les offres de l'attributaire provisoire des lots 2 et 4, en l'occurrence CCBM Automobile, ne sont pas conformes au regard de certaines spécifications techniques. Ce qui nécessite, de l'avis du requérant une réévaluation des offres de CCBM Automobile sur la base du catalogue du constructeur, seule source de vérification fiable desdites spécifications.
- Le requérant précise, en outre, qu'il est prévu un financement AFD pour le lot 2, impliquant des cotations en hors taxes hors douane avec et/ou un remboursement des taxes par des mécanismes de chèques de trésor. Ainsi, ajoute le requérant, la base de comparaison étant le prix HTHD, sa soumission pour le lot 2 est, de fait, l'offre conforme évaluée la moins disante.

Après examen, le CRD a tiré les conclusions du CRD (cf. décision n° 238/14/ARMP/CRD DU 3 SEPTEMBRE 2014):

- 1) les offres des lots 2 et 4 de CCBM Automobile sont conformes aux critères du DAO et à l'additif modifiant le critère sur la motorisation et, correspondent également aux spécifications techniques mentionnées sur le catalogue fourni par CCBM Automobile;
- 2) le DAO a précisé que l'incoterm DDP doit être utilisé, signifiant la prise en charge de tous les frais par le vendeur incluant les impôts, taxes et droits de douanes applicables;
- 3) la cotation des prix du lot 2 doit se faire toutes taxes comprises ;
- 4) en conséquence, le recours est mal fondé ;
- 5) le CRD a ordonné la poursuite de la procédure de passation des lots 2 et 4 du marché en objet et la confiscation de la consignation ;

Les recours ont été traités conformément à la réglementation par l'autorité contractante et le requérant connaît les règles prévues en matière de procédure de recours.

### **Constats relatifs à l'exécution financière :**

La procédure de traitement des factures relatives à des fournitures de biens ou prestations de services est mise en œuvre dès la réception de la facture transmise en trois (03) exemplaires originaux. Les règlements des prestations se sont faits suivants les procédures ci-dessous spécifiées dans le manuel de procédures :

- Réceptionner le dossier de règlement et le transmettre au DFC ;
- Le DFC en prend connaissance et l'impute au Chef de Division Trésorerie et Financements, ce dernier en prend connaissance et l'impute à son tour au Chef de Service trésorerie.
- Préparer un état récapitulatif de la facture (ou des factures s'il y en a plusieurs) reçue. Cet état reprend les informations suivantes : le nom du client, l'objet et la nature de la facture (définitive ou décompte), son montant, le contrat auquel elle se rapporte ;
- Transmettre ensuite l'état au DFC
- Préparer le chèque à libeller au nom du fournisseur ou prestataire ;
- Soumettre le chèque ainsi préparé à la validation du DFC ;
- Transmettre le chèque, par voie hiérarchique, au Directeur Général.

- Procéder à la liquidation en apposant le cachet liquidation sur la facture.

**Il faut noter toutefois, que des règlements n'ont pas respecté les clauses contractuelles.**

**Constats relatifs à l'audit physique (matérialité, exécution physique) :**

Il s'agit pour l'audit physique de :

- contrôler, dans le cadre d'une procédure spécifique, la matérialité et la conformité des travaux / fournitures / équipements ;
- contrôler, lorsque cette procédure est applicable (biens d'équipement, prestations intellectuelles appuyées par un rapport), la matérialité des prestations par des audits physiques « sur le terrain ».
- contrôler l'existence et le caractère fonctionnel de la Comptabilité des Matières.

Cette vérification sera effectuée in situ sur le terrain, et par rapprochement des données comptables et des P.V de réception.

**Sélection :**

La vérification physique des travaux sera effectuée et devra porter sur les marchés

Réf	Objet du marché	Type de marché	Mode	Titulaire	Montant
T_DA M_01 8	Travaux de réfection de périmètres irrigués villageois d'axes hydrauliques et ouvrages associés prévus dans la délégation de Dagana dans le cadre du PRACAS	Travaux	AOR	LOT1 : Gie Thiaytou	254 490 600
				LOT2 : Coumba Nor Thiam (CNT)	280 043 500
				LOT3 : Coumba Nor Thiam (CNT)	271 282 000
				LOT4 : Travaux Agricoles Du Fleuve Sarl (TAF	307 578 800

**Travaux à effectuer :**

Se reporter au Rapport sur les Inventaires Physiques.

**Résultats :**

Se reporter au Rapport sur les Inventaires Physiques.

# **8.SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS**

## 8- SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS

N° VIOLATIONS	RECOMMANDATIONS	Marchés
<i>Pas de convocations écrites des membres de la CM, ils ont été informés verbalement de la tenue de la réunion d'ouverture des plis.</i>	<i>Faire convocations écrites des membres de la CM,</i>	M10,
<i>le statut actuel de la CPM ne lui permet pas d'assumer pleinement ses prérogatives face à des interlocuteurs dont la plupart ont rang de Directeur</i>	<i>Mieux responsabiliser la CPM au regard de l'importance de ses missions et des marchés passés par la SAED, en faire une Direction.</i>	
<i>insuffisance de ressources humaines spécialisées</i>	<i>Renforcer l'effectif de la CPM par un ingénieur spécialisé dans les travaux d'aménagement hydro-agricole et par le recrutement d'un archiviste documentaliste.</i>	
<i>Informations sur la PM non centralisées au niveau de la CPM</i>	<i>Centraliser au niveau de la CPM, toute l'information relative aux marchés, depuis le budget jusqu'à la réception définitive (et surtout les situations de paiement et les PV de réception des prestations)</i>	
<i>la CPM regorge de documents de passation des marchés qui sont étalés à même le sol à cause du manque d'équipement et de local pour les archiver et les classer</i>	<i>Trouver un local pour l'archivage des documents de passation des marchés.  L'équiper en mobilier de rangement et d'archivage</i>	
<i>implication de la CPM dans l'établissement des bons de commandes et la recherche de pro-forma ne sont pas compatibles avec les missions de contrôle</i>	<i>Limiter la CPM dans ses missions de contrôle</i>	
<i>les membres des commissions d'évaluation, en dehors des membres des CM ne signent pas l'attestation de prise de connaissance de la CTE alors qu'ils sont tenus aux mêmes règles de secret et de confidentialité</i>	<i>Faire signer l'attestation de prise de connaissance de la CTE aux membres des comités techniques d'évaluation</i>	
<i>Non implication de la Cellule d'Audit Interne dans le contrôle des marchés de la SAED</i>	<i>Impliquer les services d'audit interne aux missions externes de revue de la mise en œuvre des procédures de passation des marchés</i>	
<i>pas de revue de la CAI sur la mise en œuvre des procédures de PM</i>	<i>Prévoir dans les missions de la CAI, la revue périodique, ou de manière inopinée, de la mise en œuvre des procédures de passation des marchés</i>	
<i>le manuel des procédures élaboré en 2008 n'a pas été réactualisé et fait référence au CMP décret n°2007-545 du 25 avril 2007</i>	<i>réactualiser le Manuel de procédures en prenant en compte les changements intervenus avec le nouveau CMP, Recruter un consultant pour une meilleure prise en compte des besoins.</i>	
<i>Non respect du délai d'évaluation</i>	<i>Solliciter l'autorisation de la DCMP en cas de dépassement du délai d'évaluation de 15 jours prescrit à l'article 70 du CMP</i>	M1,

<i>Le délai observé entre la date de soumission à l'approbation et la date de soumission effective n'a pu être évalué faute de documentation</i>	<i>Renseigner et documenter les différentes étapes de passation des marchés ; Appliquer les pénalités de retard en cas de dépassement non justifié dans l'exécution des prestations.</i>	<b>M1, M2,</b>
<i>La disposition de la Retenue de Garantie (Article 7.2.1 du CCAP) est mal libellée « A défaut de fourniture d'une garantie de bonne exécution, une retenue de garantie de 5% sera prélevée sur les décomptes présentés par l'entreprise »</i>	<i>Bien formuler la clause relative à la retenue de garantie en mettant « une retenue de garantie de 5% sera prélevée sur les décomptes présentés par l'entreprise » car cette retenue de garantie est différente de la Garantie de bonne exécution qui doit être constitué en totalité lors de la signature du marché</i>	<b>M2, M4, M5</b>
<i>La GBE n'a pas été fournie</i>	<i>Veiller à la fourniture de la GBE par le prestataire conformément aux clauses contractuelles</i>	<b>M2, M4, M5, M8</b>
<i>Non publication de l'avis d'attribution définitive</i>	<i>Publier l'avis d'attribution définitive conformément au CMP</i>	<b>M2,</b>
<i>Non respect des délais d'exécution des prestations</i>	<i>Veiller au respect des délais par le prestataire.</i>	<b>M1, M7,</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- La lettre de non attribution à ECOTRA est non archivée.</li> <li>- Les accusées de réception des lettres d'invitation ne sont pas archivées.</li> <li>- Les convocations des réunions de la CM relatif au marché M9 ne sont pas archivées.</li> <li>- L'attestation d'existence de crédit (AEC) n'a pas été archivée</li> </ul>	<i>Archiver les documents de passations des marchés</i>	<b>M5, M7, M8, M9, M10,</b>
<i>Les résultats de la DRP n'ont pas été publiés sur le site des marchés publics en violation de l'article 78 du CMP</i>	<i>Publier les résultats des DRP sur le site des marchés publics conformément à l'article 78 du CMP</i>	<b>M9, M10, M11, M12</b>
<i>commission de réception non mise en place par acte écrit</i>	<i>Formaliser les commissions de réception.</i>	<b>M9,</b>
<i>la Commission de réception n'est composée que d'un seul membre de la SAED, un Chef de Projet de la DAIH et le prestataire</i>	<i>Réceptionner les prestations avec plus d'un représentant pour l'AC et au moins un du prestataire</i>	<b>M9,</b>
<i>non application des pénalités de retard</i>	<i>Appliquer les pénalités de retards</i>	<b>M1, M2, M8</b>
<i>Non respect des modalités de paiements stipulés dans les conditions particulières du marchés (clause 6.4(e))</i>	<i>Veiller au respect des modalités de paiements</i>	<b>M8</b>
<i>La CPM ne dispose des situations de paiement</i>	<i>Informar la CPM de la situation des paiements relatifs aux marchés.</i>	<b>M8</b>

## 9. Suivi des recommandations antérieures

**9- SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES :**

N°	RECOMMANDATIONS FAITES SUR L'EXERCICE 2012	ACTIONS DE L'AC
1	Veiller au respect des dispositions de l'article 78 alinéa 3b du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011, portant Code des Marchés Publics	Recommandation appliquée
2	Veiller au respect des dispositions de l'article 36 alinéa 4 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.	Recommandation appliquée
3	Veiller au respect des dispositions de l'article 64 dernier alinéa de la directive n°4/2005/CM/UEMOA	Recommandation appliquée
4	Veiller au respect des dispositions de l'article 8 du décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011, portant Code des Marchés Publics	Recommandation appliquée
5	Veiller au respect des dispositions de l'article 6 de l'arrêté 11588 du 28 Décembre 2007 pris en application de l'article 36-1 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions des Marchés des AC	Recommandation appliquée

# 10. Statistiques des anomalies

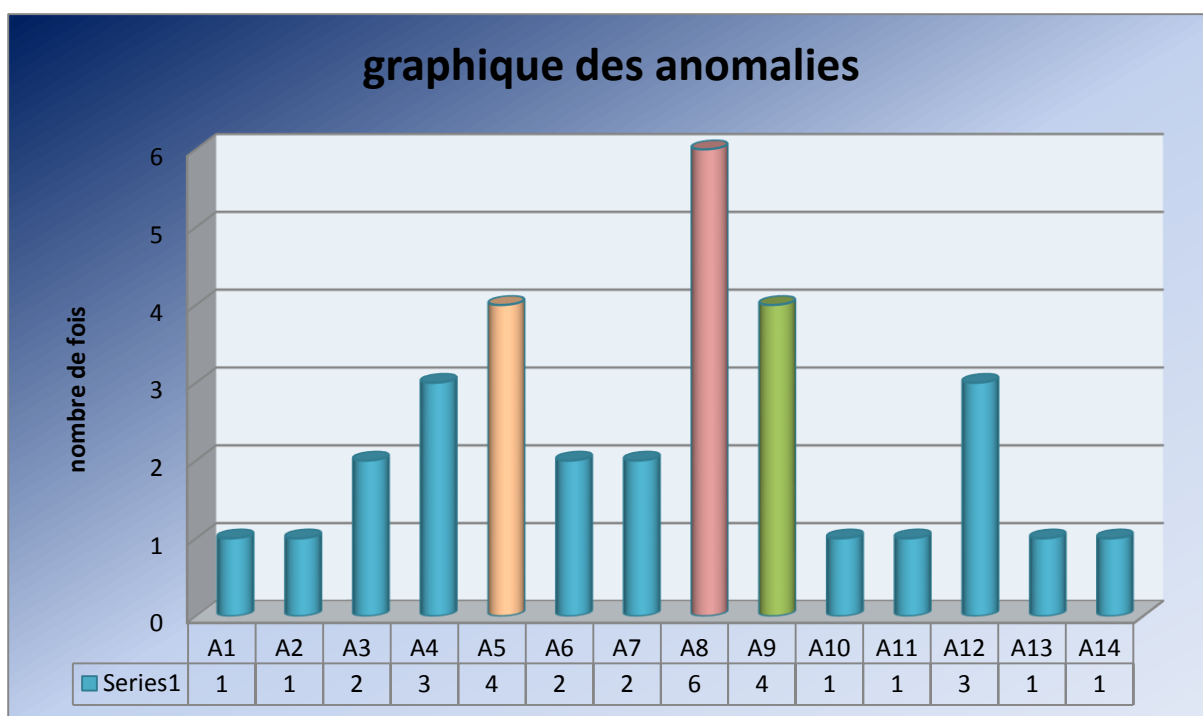


10-

STATISTIQUES DES ANOMALIES :

ANOMALIES		AOO					DRP					M11	M12	Total
		M1	M2	M3	M4	M5	M6	M7	M8	M9	M10			
Non respect du délai de cinq jours pour convoquer la CM	A1										1			
Pas de convocations écrites des membres de la CM, ils ont été informés verbalement de la tenue de la réunion d'ouverture des plis.	A2										1			1
Non respect du délai d'évaluation	A3	1												1
Le délai observé entre la date de soumission à l'approbation et la date de soumission effective n'a pu être évalué faute de documentation	A4	1	1											2
La disposition de la Retenue de Garantie (Article 7.2.1 du CCAP) est mal libellée « A défaut de fourniture d'une garantie de bonne exécution, une retenue de garantie de 5% sera prélevée sur les décomptes présentés par l'entreprise »	A5		1		1	1								3
La GBE n'a pas été fournies	A6		1		1	1			1					4
Non publication de l'avis d'attribution définitive	A7		1	1										2
Non respect des délais d'exécution des prestations	A8	1						1						2
La lettre de non attribution à ECOTRA est non archivée. Les accusées de réception des lettres d'invitation ne sont pas archivées. Les convocations des	A9			1		1		1	1	1	1			6

<i>réunions de la CM relatif au marché M9 ne sont pas archivées. L'attestation d'existence de crédit (AEC) n'a pas été archivée</i>													
<i>Les résultats de la DRP n'ont pas été publiés sur le site des marchés publics en violation de l'article 78 du CMP</i>	<b>A10</b>								<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>1</b>	<b>4</b>
<i>commission de réception non mise en place par acte écrit</i>	<b>A11</b>								<b>1</b>				<b>1</b>
<i>la Commission de réception n'est composée que d'un seul membre de la SAED, un Chef de Projet de la DAIH et le prestataire</i>	<b>A12</b>								<b>1</b>				<b>1</b>
<i>non application des pénalités de retard</i>	<b>A13</b>	<b>1</b>	<b>1</b>					<b>1</b>					<b>3</b>
<i>Non respect des modalités de paiements stipulés dans les conditions particulières du marchés (clause 6.4(e))</i>	<b>A14</b>							<b>1</b>					<b>1</b>
<i>La CPM ne dispose des situations de paiement</i>	<b>A15</b>							<b>1</b>					<b>1</b>



# ANNEXES

**ANNEXES :**
**ANNEXE 1 : LISTES DES MARCHÉS S EXECUTES EN 2014**

Marchés signés en 2014 (financement national)						
Réf. PPM	Objet du marché	Source de Financem ent	Mode de passati on	Montant en FCFA		
				N° Lots	HT/HD	TTC
T_DD_065	Travaux de construction du mur de clôture pour la base du secteur de Dagana.	BCI	DRP	Lot unique	23 505 568	27 736 570
T_DA M_061	Travaux de Maintenance des Adducteurs et Emissaires de Drainage dans les Délégations de Dagana et Podor (en quatre lots).	BCI	AOO	1	45 700 000	53 926 000
				2	468 852 000	553 245 360
				3	48 260 000	56 946 800
				4	76 450 000	90 211 000
T_DA M_043	Travaux de curage des chenaux latéraux prévus dans les délégations de Dagana et de Podor	BCI	AOO	1	150 000 000	177 000 000
				2	45 200 000	53 336 000
	Travaux de curage des chenaux latéraux prévus dans les délégations de Dagana (haut Delta) avant au lot 1	BCI	Avenant		45 000 000	53 100 000
T_DA M_064	Travaux de Maintenance des Périmètres Irrigués prévus dans les délégations de Dagana, Podor, Matam et Bakel (en quatre lots)..	BCI	AOO	1	41 500 000	48 970 000
				2	62 500 000	73 750 000
				3	53 600 000	63 248 000
				4	60 000 000	70 800 000
T_DA M_016	Travaux de Maintenance des Infrastructures d'Intérêt Général prévus dans les délégations de Dagana, Podor et Matam	BCI	AOO	1	70 000 000	82 600 000
				2	67 400 000	79 532 000
				3	53 100 000	62 658 000
T_DA M_064	Entretien des Périmètres Irrigués, des axes hydrauliques et des ouvrages associés prévus dans les délégations de Dagana et Podor dans le cadre du Programme National d'Autosuffisance en Riz (alloti en deux lots).	BCI	AOR	1	224 160 000	264 508 800
				2	179 725 000	212 075 500
T_DA M_018	Travaux de réfection de PIV d'axes hydrauliques et ouvrages associés prévus dans la délégation de Dagana dans le cadre du PRACAS.	BCI	AOR	1	215 670 000	254 490 600
				2	237 325 000	280 043 500
				3	229 900 000	271 282 000
				4	260 660 000	307 578 800
T_DA M_078	Travaux de réfection de périmètres irrigués villageois d'axes hydrauliques et ouvrages associés	BCI	AOR	2	118 620 000	139 971 600
				3	105 696 000	124 721 280
				4	173 085 000	204 240 300

Marchés signés en 2014 (financement national)						
Réf. PPM	Objet du marché	Source de Financem ent	Mode de passati on	Montant en FCFA		
				N° Lots	HT/HD	TTC
	prévus dans les délégations de Podor et de Matam dans le cadre du PRACAS			5	106 560 000	125 740 800
F_DA M_074	Fourniture et installation de Groupes Motopompes prévues dans le Delta et la Vallée du Fleuve Sénégal dans le cadre du Programme de Relance et d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS).	BCI	AOR	Lot unique	2 542 372 881	<b>3 000 000 000</b>
F_DA M_080	Fourniture et installation d'équipements électriques et électromécaniques pour la réfection de stations de pompage des axes hydrauliques dans la délégation de Dagana dans le cadre du Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS).	BCI	AOR	1	311 407 014	367 460 276
				2	311 407 014	367 460 276
C_DA M_017	Supervision et Contrôle des travaux de maintenance des adducteurs, émissaires de drainage et infrastructures d'intérêt général prévus dans les Délégations de Dagana, Podor et Matam (en deux lots).	BCI	APMI	1	23 750 000	28 025 000
			APMI	2	38 500 000	45 430 000
C_DA M_020	Recrutement d'un cabinet pour la mise en œuvre du Dispositif de Suivi Evaluation Contrôle (DISEC) dans le cadre des opérations de maintenance des infrastructures hydroagricoles.	BCI	APMI	Lot unique	73 506 300	86 737 434
C_DA M_021	Etude de faisabilité des travaux de maintenance sur l'ancienne Tahouey, le Dioulol et le Diamel dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'Actions de l'Audit de la Maintenance des IHA.	BCI	APMI	Lot unique	75 173 602	88 704 850
T_DAI H_065	Travaux d'Aménagement de Périmètres Irrigués Villageois prévus dans la Délégation de	BCI	AOR	Lot unique	412 135 910	486 320 374

Marchés signés en 2014 (financement national)						
Réf. PPM	Objet du marché	Source de Financem ent	Mode de passati on	Montant en FCFA		
				N° Lots	HT/HD	TTC
	Matam dans le cadre du Programme National d'Autosuffisance en Riz (PNAR).					
T_DAI H_071	Travaux d'aménagement de périmètres irrigués villageois prévus dans la vallée du fleuve Sénégal dans le cadre du Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS).	BCI	AOR	1	466 101 695	550 000 000
				2	1 679 105 911	1 981 344 975
				4	1 692 135 600	1 996 720 008
				5	835 510 000	985 901 800
				6	177 850 000	209 863 000
				7	1 652 289 456	1 949 701 558
				8	739 668 918	872 809 323
				9	299 593 500	353 520 330
				10	525 678 000	620 300 040
F_DAI H_077	Fourniture et Installation d'échelles limnimétriques aux stations de pompage des délégations de Dagana et Podor	BCI	DRP	Lot unique	12 342 000	14 563 560
	Fourniture et pose d'équipements électriques pour la station de pompage de collengal dans le département de Bakel	BCI	Avenant		8 919 300	10 524 774
C_DAI H_023	Prestations d'études d'APD et DCE pour les travaux de réhabilitation du casier de Saldé Walla	BCI	APMI	Lot unique	93 965 655	110 879 473
T_DRH A_008	Extension de la cantine du personnel de la SAED	BCI	DRP	Lot unique	5 312 415	6 268 650
T_DRH A_010	Construction d'un local à la Direction générale et réfection d'un Centre de documentation et d'archivage	BCI	DRP	1	4 023 025	4 747 170
				2	15 141 790	17 867 312
F_DRH A_001	Achat de véhicules et de Motos (alloti en six lots)	BCI	AOO	1	21 641 000	25 536 380
				2	63 389 831	74 800 000
				3	7 491 988	8 840 546
				4	79 237 288	93 500 000
				5	31 084 746	36 680 000
				6	24 348 961	28 731 774
F_DRH A_011	Achat cadaux Noël	BCI	DRP	Lot unique	6 340 500	7 481 790
S_DRH A_013	Achat de fournitures de bureau (papiers et petits matériels de bureau) passé sous forme de	BCI	AOO	1	239 237	282 300
				2	6 784	8 005
				3	102 542	121 000

Marchés signés en 2014 (financement national)						
Réf. PPM	Objet du marché	Source de Financem ent	Mode de passati on	Montant en FCFA		
				N° Lots	HT/HD	TTC
	marchés de clientèle					
F_DRH A_002	Achat matériel et mobilier de bureau, de split, de climatiseurs et de fontaines(alloti en trois lots)	BCI	AOO	1	28 590 000	33 736 200
				2	9 555 932	11 276 000
				3	2 350 847	2 774 000
S_DRH A_021	Nettoisement du siège de la SAED	BCI	AOO		9 600 000	11 328 000
S_DRH A_020	Gardiennage des sites de la SAED	BCI	AOO		15 360 000	18 124 800
S_DRH A_058	Assurance du parc automobiles et Motos de la SAED	BCI	AOO	Lot unique	3 860 151	4 554 978
S_DRH A_004	Organisation d'une Colonie de Vacances	BCI	DRP	Lot unique	11 186 441	13 200 000
S_DRH A_086	Location et installation de tentes bâchées à Aéré Lao et Bakel	BCI	DRP	1	12 440 000	14 679 200
				2	12 520 000	14 773 600
T_DD AR_07 6	Mise en place d'infrastructures de stockage dans le Delta et la Vallée du Fleuve Sénégal relative au Programme de Relance et d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS)	BCI	AOO	1	122 465 808	144 509 653
				2	112 260 324	132 467 182
				3	64 294 549	75 867 568
				4	76 439 075	90 198 109
F_DDA R_046	Achat d'instruments de mesure suivi eau dans le cadre du Plan de Gestion Environnementale et Sociale du Projet 3PRD.	BCI	AOO	Lot unique	14 440 114	17 039 335
F_DDA R_070	Fourniture et installation de tentes bâchées et de palettes pour le stockage du paddy de la contre saison chaude dans le Delta et la Vallée du Fleuve Sénégal dans le cadre du Programme National d'Autosuffisance en Riz (PNAR).	BCI	AOR	Lot unique	166 566 000	196 547 880
F_DDA R_075	Acquisition de tracteurs et de moissonneuses-batteuses dans le Delta et la Vallée du Fleuve Sénégal dans le cadre du Programme d'Accélération de la Cadence de l'Agriculture Sénégalaise (PRACAS).	BCI	AOR	1	754 770 686	890 629 410
				2	483 306 944	570 302 194
				3	369 157 627	435 606 000
				4	469 794 839	554 357 910



Marchés signés en 2014 (financement national)						
<u>Réf. PPM</u>	Objet du marché	Source de Financem ent	Mode de passati on	<u>Montant en FCFA</u>		
				N° Lots	HT/HD	TTC
F_DDA R_066	Acquisition de batteuses à riz prévue dans les délégations de Dagana, Podor, Matam et Bakel dans le cadre du Programme National d'Autosuffisance en Riz(PNAR).	BCI	AOR	Lot unique	169 000 000	199 420 000
Total					<b>18 300 200 769</b>	

**1.10 Réponses de l'autorité Contractante et commentaires de l'auditeur**

N°	Anomalies constatées	Recommandations	Marchés Concernés	Réponses de la SAED	Commentaires de l'auditeurs aux réponses de l'AC
1	Le statut actuel de la CPM ne lui permet pas d'assumer pleinement ses prérogatives face à des interlocuteurs dont la plupart ont rang de Directeur	Mieux responsabiliser la CPM au regard de l'importance de ses missions et des marchés passés par la SAED, en faire une Direction.		Il a déjà été envisagé de revoir le rang de la CPM et de s'organiser pour disposer : <ul style="list-style-type: none"> <li>d'un responsable du contrôle des marchés et des commandes ;</li> <li>d'un responsable du suivi des marchés (Passation et exécution) ;</li> <li>et d'un autre chargé de l'archivage des documents de marchés.</li> </ul> La recommandation est bien notée.	<b>Actions à concrétiser</b>
2	Insuffisance de ressources humaines spécialisées	Renforcer l'effectif de la CPM par un ingénieur spécialisé dans les travaux d'aménagement hydro-agricole et		La CPM sera renforcée par un ingénieur GR ou GC pour le contrôle des dossiers de marchés relatifs aux travaux et à la supervision.  La recommandation sera prise en	<b>Action à concrétiser</b>

N°	Anomalies constatées	Recommandations	Marchés Concernés	Réponses de la SAED	Commentaires de l'auditeurs aux réponses de l'AC
		par le recrutement d'un archiviste documentaliste.		compte.	
3	Informations sur la PM non centralisées au niveau de la CPM	Centraliser au niveau de la CPM, toute l'information relative aux marchés, depuis le budget jusqu'à la réception définitive (et surtout les situations de paiement et les PV de réception des prestations)		<p>Tous les dossiers de marchés (PPM, avis de publication, dossiers d'appel à la concurrence, procès-verbaux, ordre de service, etc..) sont centralisés au niveau de la Cellule de Passation au fur et à mesure du déroulement de la procédure, comme les auditeurs ont pu d'ailleurs le constater dans les dossiers qui leur ont été soumis pour la revue.</p> <p>Par contre, les décomptes sont envoyés à la Cellule après règlement pour classement dans les dossiers y afférents.</p> <p>Pour le budget, la SAED veillera à ce qu'il soit mis à la disposition de la CPM.</p>	<p>Cela n'a pas été le cas lors du passage de la mission d'audit qui a eu à constater des documents manquants dans les boîtes de d'archivage et de classements remises.</p> <p>Ce n'est qu'après réclamation que certaines pièces ont été complétées.</p> <p>La situation des paiements des marchés et les attestations d'existence de crédit ont été fournies par la DAF et ne se trouvaient pas au niveau de la CPM.</p> <p><b>Par conséquent la recommandation est maintenue</b></p>
4	La CPM regorge de documents de passation des marchés qui sont étalés à même le sol à cause du manque d'équipements et de local pour les archiver et les classer	Trouver un local pour l'archivage des documents de passation des marchés. L'équiper en mobilier de rangement et d'archivage		<p>Actuellement, ce problème est déjà résolu. Aucun dossier de marché n'est actuellement posé au sol.</p> <p>Il a été mis à la disposition de la Cellule un grand bureau au centre de documentation de la SAED.</p> <p>Le local est équipé de mobiliers de rangement avec un personnel qualifié pour l'archivage des dossiers de marchés.</p> <p>Le personnel chargé de gérer l'archivage est sorti de l'Ecole des Bibliothécaires, archivistes et Documentalistes du Sénégal et ont une grande expérience dans le domaine de la gestion des documents.</p> <p>La recommandation est déjà mise en application.</p>	Nous prenons bonne note de l'application de la Recommandation.

N°	Anomalies constatées	Recommandations	Marchés Concernés	Réponses de la SAED	Commentaires de l'auditeurs aux réponses de l'AC
5	Implication de la CPM dans l'établissement des bons de commandes et la recherche de pro-forma ne sont pas compatibles avec les missions de contrôle	Limiter la CPM dans ses missions de contrôle		L'établissement des bons de commande et la recherche de factures pro formas seront dévolus au service chargé de gérer l'approvisionnement et la Cellule se limitera à sa mission de contrôle.  La recommandation sera mise en application.	Recommandation à mettre en œuvre
6	Les membres des commissions d'évaluation, en dehors des membres des CM ne signent pas l'attestation de prise de connaissance de la CTE alors qu'ils sont tenus aux mêmes règles de secret et de confidentialité	Faire signer l'attestation de prise de connaissance de la CTE aux membres des comités techniques d'évaluation		Il n'est pas dit dans les textes régissant les marchés publics que les membres des commissions d'évaluation doivent signer l'attestation de prise de connaissance de la CTE.  L'arrêté N° 00864 du 22 Janvier 2015 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions des Marchés des AC dit en sont article 6 aliéna 2, que les membres des CM et de leurs suppléants doivent signer la déclaration de prise de connaissance de la CTE avant le démarrage de leurs activités, en matière de marchés publics.  Néanmoins, nous prendront en compte cette recommandation qui vise à mieux impliquer et responsabiliser les membres des comités techniques d'évaluation.	Règles de bonnes pratiques a instituer conformément a l'article 38 « Les membres des comités techniques d'étude et d'évaluation des offres ainsi que les experts sont tenus aux mêmes obligations de déclaration de conflit d'intérêt et de secret que les membres des commissions des marchés ».
7	Non implication de la Cellule d'Audit Interne dans le contrôle des marchés de la SAED	Impliquer les services d'audit interne aux missions externes de revue de la mise en œuvre des procédures de passation des marchés		La Cellule Audit Interne est impliquée dans la passation des marchés.  Chaque année, elle effectue un audit des marchés publics.  Vous trouverez, ci-joint, le rapport d'audit de la CAI transmis à la Direction Générale bien avant l'arrivée de la mission d'audit des marchés de 2014 ainsi que le courrier de transmission.	Observation levée. Toutefois nous tenons a préciser que le rapport n'a pas été remis a la mission lors de son passage a la SAED. L'auditeur interne n'a pas non plus était impliquée dans l'accompagnement de la mission et de plus il ne maîtrise pas les procédures de passation des marchés pour n'avoir suivi aucune formation dans ce sens. Nous notons également que le rapport d'audit ne fait pas ressortir les manquements constatés par la mission et pour tous les marchés du rapport de la Cellule d'audit

## Revue de la conformité de la passation des marchés – Gestion 2014

N°	Anomalies constatées	Recommandations	Marchés Concernés	Réponses de la SAED	Commentaires de l'auditeurs aux réponses de l'AC
					interne reçu après la présentation du rapport provisoire.
8	Pas de revue de la CAI sur la mise en œuvre des procédures de PM	Prévoir dans les missions de la CAI, la revue périodique, ou de manière inopinée, de la mise en œuvre des procédures de passation des marchés		Chaque année, la CAI effectue une revue des procédures de passation et produit un rapport qui est transmis au Directeur Général de la SAED.  Il est même envisagé que la CAI fasse plusieurs revues durant l'année, pour un meilleur suivi des dossiers de marchés.	La CAI n'a pas présenté de rapport à la mission ni de planning comme cela lui a été demandé. De plus il a été noté que les manquements soulevés par la mission n'ont pas été relevés dans le rapport de la CAI. Recommandation maintenue avec un renforcement des capacités de l'auditeur et de la CAI en effectif.
9	Le manuel des procédures élaboré en 2008 n'a pas été réactualisé et fait référence au CMP décret n°2007-545 du 25 avril 2007	Réactualiser le Manuel de procédures en prenant en compte les changements intervenus avec le nouveau CMP, Recruter un consultant pour une meilleure prise en compte des besoins.		Certes, le manuel de procédure n'a pas été réactualisé, mais pour parer à toute éventualité dans la gestion des marchés publics, la CPM de la SAED avait mis en place un manuel de procédure pour la passation des marchés.  Ce manuel a d'ailleurs été remis à l'équipe d'audit.  Ledit manuel prend en charge les marchés de 2014 puisqu'il a été élaboré sous l'ancien du code de 2011.	Recommandation maintenue. Le manuel de procédures n'est pas à jour et fait référence au CMP décret n°2007-545 du 25 avril 2007.
10	Non respect du délai d'évaluation	Solliciter l'autorisation de la DCMP en cas de dépassement du délai d'évaluation de 15 jours prescrit à l'article 70 du CMP	M1,	Le marché M1 concerne l'acquisition de véhicules et Motos avec six lots.  La séance d'ouverture des plis a eu lieu le <b>12</b> Juin 2014, et le <b>26</b> juin, soit <b>13</b> jours après, la Commission des Marchés s'est réunie pour analyser le rapport d'évaluation du Comité Technique afin de procéder à l'attribution provisoire du marché.  Après analyse, la CM a constaté des erreurs dans le rapport et dans la prise en compte des critères d'évaluation.  C'est pourquoi, la CM a demandé au Comité Technique de reprendre le rapport d'évaluation en tenant compte des	La CPM n'a pas présenté la demande de prorogation du délai d'évaluation et l'autorisation de la DCMP conformément à l'article 70 « Exceptionnellement, ce délai peut faire l'objet de prorogation dans la limite maximale de dix (10) jours, sur demande motivée de l'autorité contractante adressée à la Direction chargée du contrôle des marchés publics ».

N°	Anomalies constatées	Recommandations	Marchés Concernés	Réponses de la SAED	Commentaires de l'auditeurs aux réponses de l'AC
				<p>observations formulées.</p> <p>C'est finalement, le <b>03</b> Juillet que la CM s'est réunie à nouveau pour réexaminer le rapport et procéder à l'attribution provisoire.</p> <p>La SAED sollicite toujours l'avis de la DCMP si le Comité technique n'est pas en mesure d'évaluer dans les délais qui lui sont prescrits par l'article 70 du CMP.</p> <p>C'est le rejet du premier rapport d'évaluation par la CM qui explique la situation.</p>	
11		Renseigner et documenter les différentes étapes de passation des marchés ;			
12	Le délai observé entre la date de soumission à l'approbation et la date de soumission effective n'a pu être évalué faute de documentation	Appliquer les pénalités de retard en cas de dépassement non justifié dans l'exécution des prestations.	M1, M2,	<p>Les marchés souscrits sont aussitôt soumis à l'approbation du Directeur Général par la Cellule de Passation.</p> <p>La transmission se fait directement à travers son secrétariat et l'approbation des marchés intervient au plus tard dans les trois jours après leur présentation.</p> <p>Pour ce qui est de l'application des pénalités de retard sur les marchés M1 et M2 qui portent respectivement sur l'acquisition de véhicules et Motos avec six lots et sur les travaux de maintenance des infrastructures d'intérêt général prévus dans les délégations de Dagana, Podor, Matam et Bakel allotis en trois lots, il est à noter que :</p> <p>Pour <b>M1</b>, les pénalités de retard sur la livraison tardive des motos ne peuvent pas être appliquées, du fait que la SAED a tardé à mettre à la disposition du fournisseur les attestations d'assurance, suite à sa demande dans laquelle, il a transmis à la SAED les numéros de châssis de</p>	<p>Observation et recommandation maintenue</p> <p>La SAED aurait du prendre ses dispositions pour la suspension des délais d'exécution et faire un avenant pour constater la situation sinon les délais d'exécution continuent de courir. Ce qui n'a pas été fait, il se pose donc un problème de gestion efficace des marchés.</p>

N°	Anomalies constatées	Recommandations	Marchés Concernés	Réponses de la SAED	Commentaires de l'auditeurs aux réponses de l'AC
				<p>différentes motos.</p> <p>Pour <b>M2</b>, les travaux des lots 1 et 2 ont été terminés dans les délais et n'ont souffert d'aucun retard. C'est la réception provisoire qui a tardé du fait de la SAED.</p> <p>Pour le lot 3, les travaux étaient en cours lors du passage des auditeurs.</p> <p>En cas de dépassement de délais <b>sans justification</b> les pénalités de retard sont toujours appliquées.</p>	
	La disposition de la Retenue de Garantie (Article 7.2.1 du CCAP) est mal libellée « A défaut de fourniture d'une garantie de bonne exécution, une retenue de garantie de 5% sera prélevée sur les décomptes présentés par l'entreprise »	Bien formuler la clause relative à la retenue de garantie en mettant « une retenue de garantie de 5% sera prélevée sur les décomptes présentés par l'entreprise » car cette retenue de garantie est différente de la Garantie de bonne exécution qui doit être constitué en totalité lors de la signature du marché	M2, M4, M5	<p>Selon l'article 114 du code des marchés (code de 2011) la garantie de bonne exécution est destinée à couvrir les réserves à la réception des travaux, fournitures ou services ainsi que celles formulées pendant le délai de garantie, éventuellement.</p> <p>A l'article 117 du code des marchés (code de 2011) il est stipulé que lorsque le marché comporte un délai de garantie, une partie de chaque paiement peut être retenue par l'autorité contractante au titre de retenue de garantie pour couvrir à la fois les réserves à la réception des travaux, fournitures et services (bonne exécution) et celles formulées pendant la période de garantie.</p> <p>La garantie est donc assurée d'autant plus, que la main levée n'est effectuée qu'à la réception définitive. Les risques sont donc couverts.</p>	Recommandation maintenue. Bien rédiger la partie des DAO relative a la garantie de bonne exécution et a la retenue de garantie et ne pas mettre « A défaut de fourniture d'une garantie de bonne exécution, une retenue de garantie de 5% sera prélevée sur les décomptes présentés par l'entreprise ». Ceci ne correspond pas a ce qu'il y a dans l'article 117 dont l'AC fait référence.
13	La GBE n'a pas été fournie	Veiller à la fourniture de la GBE par le prestataire conformément aux clauses contractuelles	M2, M4, M5, M8	<p>Nous vous rappelons qu'Eiffage a bien fourni une caution de bonne exécution qui a d'ailleurs été mise à votre disposition.</p> <p>D'ailleurs, avec le nouveau code des marchés, à l'article 116, il est dit que "Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier</p>	Recommandations maintenues. Les garanties de bonne exécution n'ont pas été mises à la disposition de la mission malgré les demandes répétées. Il n'est pas question d'un seul prestataire cité dans la réponse de l'AC.

N°	Anomalies constatées	Recommandations	Marchés Concernés	Réponses de la SAED	Commentaires de l'auditeurs aux réponses de l'AC
				acompte, une retenue correspondant au taux de la garantie de bonne exécution est prélevée sur chaque acompte..."	
14	Non publication de l'avis d'attribution définitive	Publier l'avis d'attribution définitive conformément au CMP	M2,	Nous prenons acte de la non publication de l'avis d'attribution définitive pour ce marché.	Recommandation maintenue
15	Non respect des délais d'exécution des prestations	Veiller au respect des délais par le prestataire.	M1, M7,	<p>La SAED veille au respect des délais contractuels avec un suivi rapproché des prestations.</p> <p>Pour <b>M1</b>, la SAED a servi des lettres de mise en demeure pour les lots 2 et 4 avant de procéder à leur résiliation. Vous trouverez, ci-joint, les décisions de résiliation.</p> <p>Pour <b>M7</b>, il s'agit du marché relatif à "<i>l'Etude de faisabilité du fonds de maintenance des trois adducteurs Dioulol, Diamel et ancienne Tahouey dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'Actions de l'Audit de la Maintenance des IHA</i>".</p> <p>Le retard dans l'exécution des prestations n'est pas imputable au consultant.</p> <p>En effet, dans la mise en œuvre du marché, la SAED a tardé à lui fournir les données cartographiques nécessaires à son étude.</p>	Recommandation maintenue
16	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les accusées de réception des lettres d'invitation ne sont pas archivées.</li> <li>- Les convocations des réunions de la CM relatives au marché M9 ne sont pas archivées.</li> <li>- L'attestation d'existence de crédit (AEC) n'a pas été archivée</li> </ul>	Archiver les documents de passations des marchés	M5, M7, M8, M9, M10,	<p>Pour les attestations d'existence de crédit, nous les transmettions directement à la DCMP pour les besoins d'immatriculation car c'est une pièce qui est exigée.</p> <p>Ces attestations sont conservées au niveau de la Direction Financière et Comptable comme vous avez eu à le constater. Néanmoins, nous prenons acte de ces observations en les conservant dans les documents de marchés.</p>	Recommandation maintenue

N°	Anomalies constatées	Recommandations	Marchés Concernés	Réponses de la SAED	Commentaires de l'auditeurs aux réponses de l'AC
17	Les résultats de la DRP n'ont pas été publiés sur le site des marchés publics en violation de l'article 78 du CMP	Publier les résultats des DRP sur le site des marchés publics conformément à l'article 78 du CMP	M9, M10, M11, M12	<p>Nous avons des difficultés pour publier les résultats au niveau du SYGMAP.</p> <p>En effet, pour pouvoir faire une publication dans le SYGMAP, il faut que toutes les étapes de la procédure soient prises en compte par le système. Sinon, aucune publication n'est possible. Ce manquement conjugué avec une connexion internet de mauvaise qualité font que la publication des résultats sur le portail est quasiment impossible.</p> <p>D'ailleurs, nous avons saisi la DCMP/Pôle Saint-Louis de cette affaire, en lui envoyant les publications.</p> <p>Elle nous demande de contacter le Direction de la DCMP à Dakar.</p>	Recommandation maintenue. Saisir la DCMP et l'ARMP
18	Commission de réception non mise en place par acte écrit	Formaliser les commissions de réception.	M9,	<p>Les membres des commissions de réception sont désignés en fonction de la nature du marché et de leur compétence dans le domaine. Ils signent les PV de réception.</p> <p>Dans les contrats de marché nous mettons la liste des agents qui doivent procéder à la réception.</p>	Recommandation maintenue. Aucun acte formalisé n'a été mis à la disposition de la mission d'audit.
19	La Commission de réception n'est composée que d'un seul membre de la SAED, un Chef de Projet de la DAIH et le prestataire	Réceptionner les prestations avec plus d'un représentant pour l'AC et au moins un du prestataire	M9,	<p>Il s'agit à ce niveau du marché relatif à la fourniture et l'installation d'échelles limnimétriques aux stations de pompage et sur les défluent des délégations de Dagana et de Podor.</p> <p>La commission était composé du chef de projet, du prestataire et du chef de la division gestion de l'eau de la délégation de Dagana.</p> <p>Malheureusement, au jour de la réception, ce dernier a eu un empêchement et le chef de projet a réceptionné le matériel avec le prestataire. Nous rappelons que ces équipements consistent à mesurer le niveau de l'eau.</p>	Recommandation maintenue. L'AC doit prendre ses dispositions pour faire remplacer un agent empêché dans la conduite d'une mission aussi importante.



N°	Anomalies constatées	Recommandations	Marchés Concernés	Réponses de la SAED	Commentaires de l'auditeurs aux réponses de l'AC
20	Non application des pénalités de retard	Appliquer les pénalités de retards	M1, M2, M8	<p>Pour M1 et M2, les réponses ont été données supra (N°12).</p> <p>Pour <b>M8</b>, il s'agit des prestations intellectuelles relatives à la « Supervision et le contrôle des travaux de maintenance des adducteurs, émissaires de drainage et des infrastructures d'intérêt général dans les délégations de DAGANA, PODOR et MATAM ».</p> <p>Dans ce cas de figure, la SAED ne peut pas lui appliquer des pénalités de retard. Ces prestations sont liées au niveau d'avancement des travaux dont il doit assurer la supervision et le contrôle.</p> <p>Il est clair qu'un retard dans les travaux se répercute sur la durée des prestations de supervision et de contrôle, mais il ne peut être tenu pour responsable.</p> <p>Aussi, nous vous rappelons que s'il ya pénalités de retard, elles sont inscrite dans la facture.</p> <p>Le paiement se fait sur le net déduction des pénalités.</p>	<p>Aucun courrier n'a été noté pour justifier ce retard du fait de l'AC. Les DAO stipulent :</p> <p>« Toute renonciation aux droits, pouvoirs ou recours d'une partie en vertu du Marché devra être effectuée par écrit, être datée et signée par un représentant autorisé de la partie accordant cette renonciation, et préciser le droit faisant l'objet de cette renonciation et la portée de cette renonciation. »</p> <p>20.2.3 En dehors des cas prévus aux paragraphes 2.1 et 2.2 du présent Article, l'Entrepreneur ne pourra avoir droit à une prolongation des délais d'exécution que dans les cas suivants :</p> <p>a) mise en œuvre des dispositions de l'Article 19 du CCAG,</p> <p>b) non respect par le Maître d'Ouvrage de ses propres obligations;</p> <p>c) ou conclusion d'un avenant.</p> <p>a) Sous réserve des dispositions de la clause 2.4(b) du CCAG ci-dessous, aucune relaxe, abstention, retard ou indulgence de l'une des parties pour faire appliquer l'un quelconque des termes et conditions du Marché ou le fait que l'une des parties accorde un<sub>81</sub> délai</p>

N°	Anomalies constatées	Recommandations	Marchés Concernés	Réponses de la SAED	Commentaires de l'auditeurs aux réponses de l'AC
					supplémentaire à l'autre, ne saurait préjuger des droits dévolus à cette partie par le Marché, ni de les affecter ou de les restreindre ; de même, la renonciation de l'une des parties à demander réparation pour toute infraction au Marché ne saurait valoir renonciation à toute demande de réparation pour infraction ultérieure ou persistante du Marché.
21	La CPM ne dispose pas des situations de paiement	Informar la CPM de la situation des paiements relatifs aux marchés.	M8	Lors du passage du cabinet d'audit, il a pu constater que toutes les pièces relatives au règlement se trouvaient dans les dossiers de marchés.	Recommandation maintenue
22	Pas de tenue d'un journal de stocks et les acquisitions ne sont pas portées sur des fiches de stocks			<p>Vous l'avez dit la SAED ne dispose pas de stock, n'a pas de magasins de stockage, par conséquent ne peut disposer de fiches de stocks pour enregistrer les entrées et les sorties.</p> <p>Une commande est établie à chaque fois qu'un service en fait la demande. Après contrôle et vérification de l'opportunité de la dépense. La commande est effectuée et livrée directement à son bénéficiaire.</p> <p>Par contre, pour les commandes groupées, un suivi et effectué pour la répartition dans les différents services demandeurs.</p>	les mouvements des acquisitions doivent être constatés aussi bien au niveau de la direction générale qu'au niveau des services qui les reçoivent. Les fournitures n'étant pas toutes consommées dans l'immédiat, il y a forcément un stock qui est constitué.
23	<b>Annexe 2 :</b> Fractionnement potentiels sur les pièces détachées automobiles, fournitures de bureau, consommable informatique, matériel informatique et réparation véhicules			<p>Aucun fractionnement n'a été effectué par la SAED pour se soustraire des procédures de passation des marchés.</p> <p>Les commandes liées aux fournitures de bureau, consommables informatiques et pneumatiques sont passées sous forme de marchés de clientèle conformément aux dispositions de l'article 25 du code des marchés (code de 2011).</p>	<p>Observation maintenue, le test du rapport provisoire a été effectué sur deux mois.</p> <p>La situation des acquisitions pour l'année est donnée en annexe et fait ressortir tous les fractionnements.</p> <p>Il ressort par conséquent d'importants fractionnements dont les</p>

N°	Anomalies constatées	Recommandations	Marchés Concernés	Réponses de la SAED	Commentaires de l'auditeurs aux réponses de l'AC
				<p>Par conséquent, pour les marchés y afférents, il ne s'agit point de fractionnement mais de commandes régulières.</p> <p>Pour les pièces détachées et réparation de véhicules, nous vous rappelons qu'il n'est pas possible de prévoir durant un exercice comptable le nombre de véhicules qui seront en panne à plus forte raison anticiper sur les pièces détachées qui feront l'objet de commande. La SAED dispose d'un parc automobile assez important et varié réparti dans ses différentes délégations.</p> <p>En effet, l'article 5 du code des marchés stipule "qu'avant tout appel à la concurrence, consultation ou négociation, l'AC est tenue de déterminer aussi exactement que possible la nature et l'étendue des besoins à satisfaire."</p> <p>Pour cela, vous conviendrez avec nous que l'élaboration d'un dossier d'appel à la concurrence pour les pièces détachées et les réparations y afférentes posent un véritable problème surtout dans la définition et l'identification des besoins.</p> <p>Les véhicules sont réparés au fur et à mesure des pannes et compte tenu de la disponibilité des moyens.</p> <p>Pour ce qui est du matériel informatique dont vous parlez, nous vous rappelons que la commande 511 de 2 124 000 FCFA n'est pas du matériel informatique. Il s'agit de fourniture de casquette imprimées qui a été commandée lors de l'arrivée de son Excellence Monsieur le Président de la République pour les besoins de sa tournée économique dans la zone d'intervention de la SAED.</p> <p>La seule acquisition de matériel informatique qui est faite directement porte sur l'achat d'un</p>	<p>montants cumulés sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Fournitures de bureau et consommables informatiques (14 582 452 FCFA),</b></li> <li>- <b>Matériel et mobilier de bureau (20 132 581 FCFA),</b></li> <li>- <b>Matériel informatique (4 306 485 FCFA),</b></li> <li>- <b>pièces détachées pour véhicule (70 309 880 FCFA).</b></li> </ul>

N°	Anomalies constatées	Recommandations	Marchés Concernés	Réponses de la SAED	Commentaires de l'auditeurs aux réponses de l'AC
				ordinateur portable.  Dans les commandes de la SAED, il ne figure nulle part des acquisitions de même nature dont le cumul des montants durant l'année dépasse trois millions (3 000 000) francs FCFA.	

## **ANNEXE 2 : FRACTIONNEMENTS POTENTIELS**

### **SONDAGE FRACTIONNEMENTS POTENTIELS**

#### **Pièces détachées automobiles**

Réf. BC	FOURNISSEURS	ARTICLES COMMANDES	PRIX TOTAL	STRUCTURES
508	CFAO	Achat pièces SL 1796 B	930 402	DG
471	Ibrahima DIOP	Achat pièces SL 5217 B	684 706	DG
465	Clinique Auto	Achat pièces 1753 B	1 788 135	DG
491	Ets Mbaye et Frères	Achat pièces 3905 TTD1	908 600	DG
490	Ets Mbaye et Frères	Achat pièces SL 3044 B	1 185 750	DG
478	CFAO	Achat pièces 3905 TTD1	54 238	DG
460	Clinique Auto	Achat pièces SL 1847 B	155 760	DG
518	CFAO	Achat pièces SL 1755 B	902 488	DG
524	CFAO	Achat pièces SL 1755 B	159 259	DG
542	CFAO	Achat pièces 3961 TTD1	866 227	DG
SN	Oumar FALL	Achat pièces 0950 TTD1	130 000	DAIH
509	CFAO	Achat pièces SL 3022 B	1 360 664	DAIH
510	Matforce	Achat pièces SL 4844 B	276 302	DFC
515	Elton	Achat batterie SL 4844 B	113 500	DFC
540	CFAO	Achat pièces SL 4626 B	254 228	D/MATAM
SN	Djily MBACKE	Achat pièces motos	364 000	D/MATAM
524	CFAO	Achat pièces SL 1755 B	159 259	DFC
532	Elton	Batterie 12 A + liquide frein	909 000	DG
578	Groupe Keur Sangué	Batterie 12 A SL 3044 B	72 500	DG
560	SICAUTO	achat batterie SL 4840 B)	75 000	DG
534	Ets Mbaye et Frères	Achat pièces 2063 TTC1	1 998 950	DG
614	Ets Mbaye Et Freres	ACHAT PIECES SL 5215 B	995 000	DG
594	AVS COMPAGNY	ACHAT PIECES SL 3022 B	768 580	DAIH
593	CFAO SENEGAL	ACHAT PIECES SL 3022 B	566 005	DAIH
389	ELTON	ACHAT PNEUS SL 2096 B ET 2098 B	1 151 680	D/PODOR

364	ELTON	ACHAT PNEUS SL 2095B ET 1808 B	1 312 750	D/PODOR
39	ABDOULAYE DIOP	ACHAT PIECES SL 108 B	360 000	DAM
611	SICAUTO	ACHAT PIECES SL1147 B	150 500	D/BAKEL
			<b>18 653 483</b>	

**Fournitures de bureau et consommables informatiques**

Réf. BC	FOURNISSEURS	ARTICLES COMMANDES	PRIX TOTAL	STRUCTURES
577	Multi Distribution Serv	Achat encres	214 760	DG
562	Xelcom Service	Achat fourniture (CA SAED)	99 000	DG
568	ACO	Achat fournitures de bureau	2 952 832	DG
553	Muiti Distribution	Achat encres	273 760	DG
554	Muiti Distribution	Achat encres	120 360	DG
588	XELCOM SERVICES	ACHAT ENCRE	2 926 990	DG
			<b>6 587 702</b>	

**Matériel de bureau**

Réf. BC	FOURNISSEURS	ARTICLES COMMANDES	PRIX TOTAL	STRUCTURE S
523	Digital électronique	Achat split 3 cv	399 000	DG
539	Digital électronique	Achat split armoire	2 788 800	DG
520	Digital électronique	Achat 2 téléviseurs samsung	458 000	DG
484	Matforce	Achat split	232 460	DG
21	Samsung	Achat 3 splits	719 000	D/DAGANA
533	SCTV	Achat frigo bar	152 350	D/BAKEL
608	FOUTA TORO	ACHAT GLACIERE A ROUES	150 000	DG
592	SCTV	ACHAT FRIGO BAR (CPSE)	139 350	DG
609	DIGITAL ELECTRONICS	ACHAT SPLIT ARMOIRE SAMSUNG	1 418 000	DG
			6 456 960	

**Matériel informatique**

Réf. BC	FOURNISSEURS	ARTICLES COMMANDES	PRIX TOTAL	STRUCTURE S
511	MD Informatique	Achat modem + glotte wifi	465 864	DG
541	XCOPIE	Achat casquette + impression	2 124 000	DG
473	Xelcom Services	Achat disque dure + batterie	153 400	DDAC
559	MSE	Achat disque dure + pochette	123 900	DG
511	MD Informatique	Achat modem + glotte wifi	465 864	DG
583	OFFICE CONSOMMABLE	ACHAT ORDINATEUR	862 385	DG
			4 195 413	

**Réparation de véhicules**

Réf. BC	FOURNISSEURS	ARTICLES COMMANDES	PRIX TOTAL	STRUCTURES
564	Garage Méca. Générale	Réparation SL 2105 B	265 000	D/MATAM
575	MATFORCE	Réparation SL 4844 B	739 381	DFC
566	CFAO Motors	Réparation SL 3043 B	1 372 921	DDAC
581	Ibrahima DIOP	Réparation SL 5217 B	297 838	DDAC
580	Ibrahima DIOP	Réparation SL 5214 B	340 462	DDAC
561	Garage Méca. Générale	Réparation SL 1807 B	1 425 000	DDAC
			4 440 602	